Objecteurs de conScience

face aux

Etats Généraux de la recherche

Grenoble - Alpexpo

Octobre 2004

Une petite présentation...

Cette brochure est née à l'occasion des Etats Généraux de la Recherche qui se sont tenus dans la ville de Grignoble fin octobre 2004. Réunis pour préparer des événements visant à nuire au consensus scientiste qui allait à coup sûr y régner, nous avons décidé d'élaborer ce recueil. Il souhaite offrir, en premier lieu, les bases d'une critique *politique* de la technoscience contemporaine. Car c'est bien en niant cette dimension - le fait que la Recherche engendre un *monde* hideux, désolé, bureaucratique et inhabitable - qu'elle parvient encore à se perpétuer. Il est presque évident que ces textes ne suffiront guère à empêcher cette occultation. Nous espérons, néanmoins, qu'ils aideront ceux qui rechignent *encore* à s'attaquer à celle-ci à y voir un ennemi majeur. Peut-être permettra-t-elle également à ceux qui cherchent (dans le privé ou le public) de mettre des mots sur l'angoisse qui vient avec leurs pratiques quotidiennes.

Ce recueil témoigne également de la diversité de nos analyses, diversité qui est une richesse face à la pensée pauvre de ceux que nous combattons.

A bas les Etats,

à bas les Généraux,

à bas la Recherche.



Sommaire





Le laboratoire grenoblois,

nouvel inventaire

Voici bientôt 40 ans qu'à travers d'innombrables livres, articles et campagnes de pub se propage le "*mythe*" grenoblois, aussi nommé "*modèle*" ou "*laboratoire*"[i]. Mirage de la technopole à la neige où une population d'Ingénieurs, Techniciens, Cadres, exploitant son inépuisable fonds de matière grise, inventerait un social-futurisme à l'usage de tout le pays, entre sciences fondamentales et applications industrielles, engagement écolo-socialiste et ski le dimanche à Chamrousse.[ii]

I – De la recherche d'Etat à "Sauvons la Recherche"

Sociologues et politologues se sont beaucoup émerveillés de l'émergence de ces fameuses "couches nouvelles", liées à l'activité technologique en voie de devenir la mono-activité de l'Y grenoblois.
Dès 1967, un certain Claude Glayman publiait chez Robert Laffont un ouvrage intitulé *"50 millions de Grenoblois"* (préface de Pierre Mendès-France) où il célébrait le *"laboratoire grenoblois"* et le règne de cette classe *"moyenne"*, *"intermédiaire"*, qu'il rêvait d'étendre à tout le pays. C'est aujourd'hui chose faite. Et nous découvrons que ce rêve de laboratoire consistait surtout à nous changer en rats, que cette classe moyenne, entre la plèbe et les maîtres du monde, n'est intermédiaire qu'à la manière du chien entre la proie et les chasseurs. Que de Crolles à Voiron et de Voiron à Vizille prolifèrent les petites graines de technopole que papa Néel[iii] a planté dans le ventre de maman Merlin[iv], et dont les affreuses pousses

“essaiment” maintenant sous l’œil ravi des économistes. Que la gauche et la droite communient dans ce complexe techno-financier qui depuis trois générations colonise les pouvoirs politiques locaux (mairies, partis, syndicats), et en contrôle la réalité derrière les oppositions de façade.
“Votre esprit est empli de rumeurs, de légendes, il tourne et retourne le nom de Grenoble comme un mythe dont vous ne pouvez plus vous débarrasser. Depuis des années, la chronique a fait de Grenoble ses “choux gras”. La presse a lancé M. Dubedout et son équipe municipale ; elle se réfère à Grenoble comme à quelque chose de symptomatique. Tout récemment encore la campagne électorale de Pierre Mendès France (NDR : pour une circonscription de Grenoble*) a passionné le pays comme si son destin en avait dépendu.”*[v]

Mendès-ville

De son côté Mendès vaticine sur *“l’heureuse conjonction d’une grande gauche tantôt traditionnelle tantôt nouvelle, confrontée aux besoins d’une agglomération en voie d’évolution rapide et de ces hommes, de ces groupes moins politisés qui s’interrogent sur l’avenir de leur cité, de leur région, de leur pays, et veulent contribuer activement à leurs efforts de modernisation (…) Dans cette tâche complexe, ils seront aidés par le “mythe de Grenoble” dont on a parlé à tort et à travers, mais qui exprime, au fond, une foi agissante en l’expansion et doit donc en faciliter la réalisation.”*

En somme Grenoble serait Mendès-ville, la cité où la gauche et le modernisme auraient communié dans le Progrès. Une idée assez corroborée lors du mouvement “Sauvons la Recherche”. C’est à Grenoble, “capitale des chercheurs” où une personne sur cinq travaille dans l’enseignement supérieur ou la recherche, qu’eurent lieu les seules manifestations de blouses blanches en dehors de Paris en mars 2004.

Les plus obsolètes des mandarins, tel François Jacob (Prix Nobel de Médecine 1965), se réfèrent plus que jamais à Mendès, gémissant sur le bon vieux temps de la recherche d’Etat (nucléaire, aérospatial, plan Calcul, etc) : *“L’histoire montre, en France, que tant que le chef ne désigne pas la voie à suivre, rien n’avance comme il convient. Ce fut notamment le cas avec Mendès France et de Gaulle. Mais aujourd’hui la science n’intéresse pas le monde de la politique.”*[vi]

Au début des années 1950, *“Mendès France recréa un secrétariat d’Etat à la recherche scientifique. Mais, après sept mois de gouvernement, il dut quitter le pouvoir et ne put donc poursuivre les réformes nécessaires. Il en jeta cependant les bases en convoquant le colloque de Caen* (NDR : en novembre 1956). *Là, un groupe de jeunes scientifiques et fonctionnaires mit au point un programme en douze points visant à rééquilibrer l’enseignement au profit des sciences en expansion et à assouplir les structures administratives. Ainsi étaient définies les modalités d’une politique volontariste pour le développement de la recherche combinée à une réforme des enseignements secondaire et supérieur.”*[vii]

PMF éliminé du pouvoir, De Gaulle en 1958 reprend le programme du colloque de Caen pour définir sa politique de recherche : avant tout création de la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et technique (DGRST) qui *“réussit à remettre en route la*

recherche par des aides de toutes sortes : actions concertées, subventions à long terme, constructions de nouveaux laboratoires dans des domaines nouveaux, bourses pour les jeunes, colloques.”[viii] Bref, le programme de “Sauvons la recherche”.

Rappelons que ce colbertisme scientifico-industriel (*technocratisme*) remonte à *“La France de Vichy”* (cf le livre d’O. Paxton) et par-delà, au Front Populaire de Léon Blum qui institua un sous-secrétariat d’Etat à la Recherche confié à la communiste Irène Joliot-Curie, et la “Caisses des Sciences”, germe du futur CNRS.

Mais pourquoi tant d’efforts ?
*« Longtemps, la puissance d’une nation s’est mesurée à celle de son armée. Aujourd’hui, elle s’évalue plutôt à son potentiel scientifique. C’est leur prédominance en sciences qui a donné aux Etats-Unis leur supériorité dans de nombreux domaines : industriel, agricole, militaire, etc. Cette supériorité a débuté à la fin de la seconde guerre mondiale. Elle n’a fait que s’accroître depuis lors, au point que l’on parle aujourd’hui d’”*hyperpuissance*” »*[ix]

II – Généalogie du mythe

Noyau du mythe grenoblois, la domestication de la “Houille blanche” par Aristide Bergès en 1869, qui fait d’une ville gantière, sans matière première et à l’écart des grands axes, un centre métallurgique et chimique. De cet événement fondateur émerge l’exception grenobloise, la fameuse “*synergie recherche-industrie”* qui cent ans plus tard, constitue plus que jamais le moteur du développement local. C’est dire qu’à Grenoble, plus tôt, plus vite, plus à fond qu’ailleurs, la science s’est vendue à l’industrie et que l’industrie a acheté la science, pour leur mutuel bénéfice (synergie !). Que le patronat a su créer une caste techno à la solde de ses entreprises, tandis que ces “ingénieurs, universitaires, cadres, techniciens” lui soutiraient l’argent nécessaire à “*l’innovation technologique”*. Qu’au nom du Progrès et de la “*merdonité*” (Leiris), ils ont ainsi été les pionniers de la marchandisation en physique-chimie, électronique, nucléaire - et désormais, bio et nano-technologies - ouvrant au pillage ces nouvelles frontières que l’on ne trouvait plus dans un monde fini.[x]

La Belle Epoque

Avant la première guerre, patrons, ingénieurs, enseignants, banquiers, élus locaux s’organisent en groupes de pression pour créer des laboratoires et des formations universitaires, mêlant fonds publics et privés, au service des usines électrochimiques et électrométallurgiques de la cuvette.

1914. Divine chance de la recherche et de l’industrie grenobloise. Des biscuits Brun et des pâtes Lustucru aux obus Bergès, les entreprises locales explosent *: aménagements hydroélectriques, construc-*

tion mécanique, usines électro-chimiques, matériel électrique, explosifs, coton nitré, papier à cartouche, gaz de combat, chlore, aluminium, aciers spéciaux ; production de 50 000 obus par jour, etc...[xi] *Les chercheurs mettent la main à la pâte. Ainsi Georges Flusin, responsable de labo à la fac, sollicité par Aimé Bouchayer, gros patron de la région et intermédiaire du gouvernement pour la production de guerre.*

Les industriels charmés multiplient par quinze leurs subventions au laboratoire d'électrochimie et l'après-guerre ouvre une grande ère de "*synergie recherche-industrie*" :
Fondation de l'Ecole d'Ingénieurs Hydrauliciens, du Laboratoire d'Essais Mécaniques, de l'Institut d'Electrochimie et d'Electrométallurgie ;
Création de l'Association des Producteurs des Alpes Françaises (APAF), qui exerce dans les années 1920 et 30 une influence nationale ;
Subventions militaires dans les années 1930 pour l'étude de la mécanique des fluides au sein de la faculté des sciences – entre autres.

Le père des technarques

L'individu qui incarne le mieux ce trio scientifico-militaro-industriel, c'est Louis Néel, prix Nobel de physique 1970. En septembre 1939, il explore pour le CNRS Armées le potentiel militaire des universités scientifiques. Il remarque Grenoble et en fait son fief. Sous sa tutelle ses assistants créent une série de laboratoires qui seront autant de viviers pour l'industrie : service radio (hiver 1942), futur laboratoire d'électronique ; service de détection sous-marine, laboratoire de magnétisme du navire, laboratoire de haute fréquence, laboratoire d'antennes, Institut de Mathématiques Appliquées de Grenoble, laboratoire d'électrostatique et de physique du métal.
Non seulement ces labos turbinent pour l'armée et l'industrie, mais "entrepreneurs" et chercheurs apprennent ainsi à extorquer à l'Etat les crédits et les postes nécessaires à leurs projets.
1954 : Louis Néel prend la direction de l'Institut Polytechnique de Grenoble et obtient peu après la création du Centre d'Etudes Nucléaires de Grenoble (CEA-CENG). "*En l'espace de trois ans on va le trouver à la tête de toutes les institutions : l'Académie, le Conseil de l'Enseignement Supérieur etc. L'autre idée de la seconde moitié des années cinquante c'est de trouver un moyen de contourner la cour des comptes et autres organismes bureaucratiques qui ont l'air de gêner le fonctionnement local, en fondant l'Association de Développement des Recherches, énorme caisse par laquelle va transiter des masses d'argent, des contrats essentiellement.*"[xii]

La ville du CEA

Grenoble devient la ville du CEA, même si ses habitants en sont rarement conscients. C'est du CEA-CENG que procèdent en 1967 l'Institut Laue-Langevin et surtout le Léti : le Laboratoire d'Electronique et de Technologie Informatique – dont le I signifia ensuite "Instrumentation" puis "Information" – présenté dès l'origine comme un "laboratoire de recherches appliquées", "au service de l'industrie".

Trente ans plus tard Jean Therme, directeur du CEA Grenoble : *"Aux Etats-Unis, Appolo a lancé la microélectronique, l'équivalent en France, c'est le programme électronucléaire. Le succès du Léti, de Minatec, de Crolles, l'accord entre ST, Philips et Motorola sont le couronnement de plusieurs dizaines d'années de recherches issues à l'origine du nucléaire, avec notamment le cas du silicium et de l'électronique "durcie". "*[xiii] *"Premier bourgeon du nucléaire*, (le Léti) *est aujourd'hui à la pointe de la recherche dans l'électronique, les micro et nanotechnologies."*[xiv]

Brevets, transferts, essaimages : depuis sa création le Léti a rempli sa mission. Création de EFCIS en 1972, devenu STMicroelectronics en 1987 et qui, coté en Bourse, bénéficie encore de l'appui du Léti en technologies et en personnels. Sofradir-Ulis (détecteurs infrarouges militaires et civils) et Soitec (silicium sur isolant), sont aussi les rejetons rentables des "transferts de technologie" du CEA-Léti.

III - Culture grenobloise

"*C'est vraiment la culture grenobloise qui a permis de développer ce nouveau centre"* déclare Jean-Charles Guibert, " Responsable des programmes et du partenariat au sein du pôle Minatec".[xv]
Vraiment ? *La culture grenobloise ?*

Rappel. Louis Néel, officier de marine et physicien, crée le CENG. Hubert Dubedout, officier de marine et collaborateur de Louis Néel au CENG, devient maire de Grenoble en 1967. Lors de son troisième mandat (1977), Michel Destot, un jeune ingénieur du CENG, devient l'un de ses adjoints. En 1995, Michel Destot devient maire de Grenoble, réélu en 2001.
La mairie de Meylan compte trois chercheurs, dont deux du CENG à sa tête. Georges Bescher, maire de La Terrasse, est un ancien ingénieur du Léti. Vincent Comparat, président récent de l'Association Ecologie Démocratie Solidarité, est chercheur à l'Institut des Sciences Nucléaires et - pardi - "*n'est pas antinucléaire"*.[xvi]
La *culture grenobloise*, c'est le techno-gratin au pouvoir. Comme le dit François Brottes, député PS et premier adjoint du maire de Crolles : *"Ici les élus ont été vaccinés à la high-tech, cela permet d'avancer plus vite et d'éviter de se poser des questions métaphysiques."*[xvii]

A la tête du laboratoire grenoblois, la techno-caste technifie la ville. Non seulement par ses techniques, ses outils, ses investissements, son mode de vie, sa propagande, mais aussi par *l'ingénierie de population*. Par cet appel constant aux ITC - parisiens dans les années soixante, anglo-saxons dans les années 2000 - à immigrer vers cette technopole *d'opportunités*.
N'est-ce pas pour ces élites qu'on a rasé le vieux quartier de la Frise afin d'y édifier un *Europole* de verre et de béton, mi-résidentiel, mi-financier, qu'on achève aujourd'hui tout un nouveau quartier (Vigny-Musset), que l'on *requalifie* l'une des premières Maisons de la

Culture[xviii], au bas prix de *42 millions d'euros* ? C'est que selon Michel Destot, "*On n'attire pas Minkowski*[xix] *avec des MJC"* et que "*l'excellence culturelle va de pair avec le développement économique.*"[xx]
Quant à la plèbe, on lui réserve du pain (*l'emploi*) et des jeux (*Multiplexe Chavant. Grand Stade de foot*[xxi]*)*. Encore heureux si elle trouve à se loger dans la cuvette où les loyers privés sont *"parmi les plus chers de France. Pourquoi un tel emballement du marché des locations ? Première raison : l'attractivité économique du département. L'Isère, bassin d'emploi important, accueille un fort pourcentage de cadres."*[xxii]

Ainsi le techno-gratin s'assure-t-il une masse de manœuvre croissante pour ses nombreux projets, dont le plus important, bien sûr, est de régner toujours plus.
Bernard Pecqueur, conseiller municipal PS : *"C'est la tyrannie de la réussite. Les pauvres cèdent la place aux riches."*

Culture du risque

La culture grenobloise*, c'est la variante techno de l'esprit de clocher. On est fiers de vivre dans la "Silicon Valley à la française", mais aussi d'affronter crânement les multiples risques naturels et technologiques pesant sur l'agglomération. Comme ce syndicaliste de l'Institut Laue Langevin qui s'esclaffe*: "S'il y a un tremblement de terre, le premier endroit où j'irai est un réacteur nucléaire.*"*[xxiii]

Quand le maire affirme "Le nucléaire est dangereux comme la montagne est dangereuse", *il faut entendre l'orgueil du montagnard bravant l'avalanche pour atteindre le sommet : à Grenoble, on n'a pas froid aux yeux.*

Et les techno-rats, conditionnés dès l'enfance aux "bons réflexes", de rabâcher avec gourmandise la litanie des risques - 19 sites Seveso, 4 sites nucléaires, 3 laboratoires P3 pour 424 000 habitants vivant sur une faille sismique au fond d'une cuvette en aval de 9 barrages. Les écologistes quant à eux réclament la distribution de pastilles d'iode aux populations voisines des sites nucléaires : il s'agit que chacun participe à la co-gestion du risque et prenne sa part de responsabilité dans le traitement de la catastrophe. Comme le rappelle Pierre Kermen, "écologiste" adjoint à l'Urbanisme et à l'Environnement : "Développer la culture du risque c'est acquérir de bons réflexes, c'est aussi être acteur de sa propre protection et participer à celle des autres."[xxiv]

L'opinion ça se pétrit

Culture grenobloise que cette "*forme d'éducation",* de "*vulgarisation scientifique rapide qui se couple d'une manière imprévue avec le Centre Culturel Scientifique et Technique"*[xxv], que ce constant lavage de cerveaux via les services de communication des collectivités locales (*Les Nouvelles de Grenoble, le Métroscope, Isère Magazine)*, que ces cycles de propagande organisés conjointement par l'Université Joseph Fourier et le Centre Culturel Scientifique, Technique - et

Industriel (depuis juin 2000) - : "*Génome mode d'emploi*", "*Ecole de l'ADN*", "*Image et Science*", "*Semaine du Cerveau*", "*Midi Sciences*"… et en 2005, une exposition sur les nanotechnologies.

Culture grenobloise, que cet impayable "*Serment d'Archimède*", que prêtent désormais les diplômés de l'INPG, "*Charte éthique de l'ingénieur au XXIe siècle*", conclusion d'un "*manifeste pour la technologie au service de l'homme*"[xxvi].

Culture grenobloise que cette proposition de l'Union de Quartier Berriat-Saint-Bruno pour "*une vitrine digne d'une ville qui se veut la capitale des Alpes. Une ville mondialement réputée dans les domaines scientifiques et technologiques*" : afficher sur la façade de Bouchayer-Viallet, à l'entrée de la ville les noms des équipements scientifiques et industriels. L'entrée sud arborant déjà un panneau "Ville des micro et nanotechnologies".
Culture grenobloise enfin, que ce glaçant numéro du Métroscope (périodique de la communauté d'agglomération), où "300 lecteurs, à travers 36 textes", livrent leur vision de Grenoble en 2020. Cité néo-technologique, pragmatique et utilitaire du maillage intra-muros. Cité-bulle high tech. Techno-Eden ordonné pour chacun. Cité "hype" à l'heure de la mondialisation. Cité-BD futuriste et laboratoire citoyen. Illustré de gratte-cieux, de perspectives colossales et de quincaillerie futuriste, où l'on voit que le techno-rat répond avec ferveur à son conditionnement.

La *culture grenobloise*, c'est la culture qui pose toujours la question : Comment ? et jamais la question : Pourquoi ? Qui résout par le ferroutage les nuisances du trafic de marchandises, sans s'attaquer à cette mère des nuisances que constitue la marchandise[xxvii]. Qui résout par la pile à combustible (mise au point entre l'Air Liquide à Sassenage et le futur Minatec) la pénurie d'énergie et la destruction de l'environnement, sans s'attaquer aux raisons du pillage et du gaspillage des ressources. Un paroxysme de la *culture grenobloise*, c'est ce logiciel de contrôle des logiciels industriels mis au point par Polyspace Technologies pour éviter les accidents de… logiciels. (Mais qui contrôlera ce logiciel ?) Grenoble est une ville où, comme l'aurait dit Karl Kraus, on ne tire pas de conséquences. Et la *culture grenobloise*, c'est l'anti-culture, techno-marchande, fonctionnelle, performante et imperturbable.

IV – Ailleurs comme à Grenoble

Tout ce qui précède décrit un objet politico-économique nouveau, ni une ville, ni une banlieue : une *technopole*, comme le nomment à juste titre ses promoteurs. Un agglomérat organisé pour et par l'expansion high tech. Si désormais 80 % des Français habitent dans les villes, celles-ci de plus en plus se tranforment en technopoles. Le terme désignant aussi bien la mutation organique de certaines villes (Toulouse, aérospatiale ; Rennes, télécoms, Grenoble, électronique), que la création ex nihilo de "parcs" ou "zones high tech"

(Sofia Antipolis, plateau de Saclay, ZIRST de Meylan).
La critique sociale qui a bien enregistré l'émergence du "système technicien", de la "société industrielle", du "laboratoire-monde", se montre depuis des décennies remarquablement atone face à ce nouvel objet, qu'elle ignore le plus souvent, faute de l'avoir repéré, démonté, exploré.

C'est pourtant dans la technopole que se situe la ligne de front de la guerre au Vivant, aussi bien que de la guerre sociale, et non pas dans les zones rurales périphériques où se liquident des conflits agraires et/ou coloniaux. Ce qui se joue au Chiapas ou au Larzac est de l'ordre des conséquences. Ce qui se joue dans les technopoles américaines, asiatiques, européennes, est de l'ordre des causes.

On vous parle de Grenoble, mère de toutes les technopoles hexagones, "capitale des chercheurs", "ville des micro et nanotechnologies", "Silicon Valley à la française", "Vallée de l'Intelligence", etc. Si cette réalité vous déplait, changez-la, mais ne feignez pas l'ignorance, ne cédez pas au déni.

Si contester c'est prévoir, l'enquête est le carburant, la condition première, quoiqu'insuffisante, à toute opposition. Il est trop paresseux de se contenter de condamnation de principe théorique, altière et intemporelle – *top down* – du monde tel qu'il va. Il faut rentrer dans le détail concret, factuel et fastidieux – *bottom up* – de la machine pour saisir et troubler, si peu que ce soit, son fonctionnement. La beauté du geste, c'est que pour ce faire, nul n'est besoin d'être "radical", "révolutionnaire", "alternatif", de quelque teinture que ce soit ; au contraire même, tant l'arrogance doctrinale a empêché de fortes têtes de s'intéresser à l'endroit où ils vivaient pour le connaître.
Ceux qui depuis trois ans ont entrepris de démonter le laboratoire grenoblois l'ont fait au titre plus que suffisant de simples citoyens. D'individus politiques, si l'on veut. De sociétaires de la société. Non seulement ils n'ont excipé d'aucune autorité officielle (scientifique, médiatique, électorale), mais ils ont résisté à la bien-pensance associative qui n'accorde de valeur qu'à une parole réputée collective. Ce n'est pas faute d'avoir été sollicités pourtant, et rien n'aurait été plus facile que de fonder une petite boutique "collectif Simples Citoyens", voire de remplir une demande de subvention, d'ouvrir un local, de se fondre dans l'altermondanité régnante.
Comble d'inconvenance, ils s'en seront tenu à ce même anonymat qui frappe "le Français moyen", "l'homme de la rue", "l'individu lambda", "l'homme quelconque", si méprisé des élites : c'est qu'on ne tenait ici qu'à être jugé sur pièces.

Grenoble, octobre 2004
www.piecesetmaindoeuvre.com
Site de bricolage pour la construction d'un esprit critique grenoblois

Notes

[i] cf *L'Ecologiste* "spécial Développement". Mars 2002

[ii] *50 millions de Grenoblois*. Claude Glayman, préface de P. Mendès-France. Laffont 1967. Livre fondateur du mythe. *Grenoble ville-test*. D. Dubreuil, éditions du Seuil. *Grenoble, capitale alpine*. P. Veyret,G. Veyret et F. Germain, éditions Arthaud.

[iii] Voir ci après

[iv] Paul-Louis Merlin : patron de Merlin Gerin, aujourd'hui Schneider

[v] Id.

[vi] Le Monde, 11/03/04

[vii] F. Jacob, "Recherche : jusqu'où ira le déclin ?" Le Monde 08/04/03

[viii] Id.

[ix] Id.

[x] cf Les plantations et la traite des esclaves d'où les "*vieilles familles*" grenobloises ont tiré leur fortune. Robert Chagny. *Au temps de l'esclavage et de son abolition: planteurs grenoblois à St Domingue. In La Pierre et l'Ecrit.*1999. PUG.

[xi] cf *L'ingénieur moteur de l'innovation*, opus cité

[xii] Dominique Pestre. Colloque sur l'Histoire du CNRS des 23 et 24 octobre 1989

[xiii] *Chronique du CEA* n°73, automne 2002

[xiv] *Acteurs de l'Economie* n°40. Avril 2003

[xv] Conférence *MidiSciences* de l'Université Joseph Fourier. 19/02/2002

[xvi] *L'Essentiel de Grenoble et de l'Isère*. 4/10/2000

[xvii] Le Monde 17/04/02

[xviii] cf *Grenoble, le mythe blessé*. P. 103

[xix] Minkowski: chef d'orchestre des Musiciens du Louvre/Grenoble

xx *Le Monde*. 22/01/2002

[xxi] Coût prévu: 28,8 millions d'euros, suivant *Le Daubé* du 11/03/2002

[xxii] *Isère Magazine*, nov.02

[xxiii] *L'Essentiel de Grenoble et de l'Isère*. 10/10/2001

[xxiv] *Plaquette "Risques majeurs, les bons réflexes", Ville de Grenoble, 09/2004*

[xxv] cf *La Technopole, une certaine idée de la ville*. P221. L'Harmattan

[xxvi] Manifeste pour la Technologie au Service de l'Homme. INPG. 2000

[xxvii] Isère Nature n° 229 et la Commission "Transports" de la FRAPNA

Croissance Progrès Rentabilité

« … la raison elle-même n'est plus qu'un auxiliaire de l'appareil économique qui englobe tout,[…] les hommes attendent que ce monde soit mis à feu par une totalité qu'ils constituent eux-mêmes et sur laquelle ils ne peuvent rien. »

Le concept d'«*Aufklärung*», in *La dialectique de la Raison*, Horkheimer & Adorno, 1944.

L'armée de chômeurs est aujourd'hui constituée, réserve de suppléants-suppliants, avec sa honte et ses désirs, son envie et sa jalousie… « T'as quelque chose à redire ? La porte est ouverte, barre-toi, y en a des millions qui attendent ta place. ». Qui nous donnera plus que le pain quotidien ? « On vous propose en avant première expérimentale le stage de combat pour améliorer votre employabilité. Sachez augmenter vos chances de survie dans la jungle du marché ! ».

Visiblement, on attend beaucoup de la recherche et de ses innovations, ses docteurs savants capables de créer de la richesse à partir de rien, guérir les maux de la société…

Curieux mélange de styles, la richesse s'appelle aujourd'hui croissance, pour mieux révéler son élan vital : étrange biologisme économique… Elle continue de préparer cette lune de miel où s'accomplira son destin tristement conjugal de médecine sociale, censée rattraper les erreurs commises dans les autres sphères :

L'économique pollue : peu importe, la recherche découvrira des industrialisations saines grâce aux explorations sur Mars, elle inventera des *green-robots*, polluants à la fabrication mais à usage dépolluant…

L'éducation est submergée, ennuyante, démodée : peu importe, un ordinateur par élève et des cours sur internet…

L'armée tue trop et trop grossièrement, peu importe : la miniaturisation et le téléguidage donneront des guerres propres, et les GPS installés sur nous tous, et les fichages ADN, et les écoutes par satellite de toute la planète, ne nuiront qu'aux terroristes …

Mais surtout, l'emploi baisse, les gens s'appauvrissent : la recherche créera des emplois et démocratisera les biens de consommation élémentaires : des OGM pour tous, DVD de voiture, télévision sur le frigo ; nouveaux champs d'activité : nouvelles usines biochimiques, robotiques, nucléaires — ah la baisse du chômage grâce aux centrales nucléaires et aux usines d'armement, quel gain social ! —, la voiture du peuple « *hard discount* » :

d'une main la recherche crée du boulot, de l'autre, elle baisse le coût de la vie (démocratisation de la salade piémontaise en plastique grâce aux chercheurs en agronomie).

Avec le pied droit, elle augmente la longévité, avec le gauche, elle multiplie les petits plaisirs de la vie, et avec son troisième nanopied bionique à extension numérique, et à commande laser, il…

La Recherche ne crée des emplois que là ou ça paie, dans une concurrence internationale pourrie. Les recherches fondamentales ne sont là que comme noblesse, coffre à idées. Le chercheur qui se croit pur de tout rapport au monde des guerres et de la misère, qui cherche pour chercher, on l'utilise dans la même logique des boîtes de pub : « Eh, coco, t'as pas un concept ? ».

Sous le capitalisme avancé, dénoncer un collègue pour le bien de l'entreprise ou du C.N.R.S. permet d'accéder à un meilleur poste ; dissimuler certains chiffres est une nécessité et le « communicant », le « leader », le chef de labo sont des êtres exceptionnels dotés de superpouvoirs. « Raphaël est fatigué, il vient de quitter sa femme, je pense que sa déprime pourrait nuire à sa bonne collaboration pour atteindre les objectifs prévus… avec lui, on peut dire adieu à nos primes cette année… ».

Le mode d'être du consommateur se confond désormais avec celui du jeune travailleur. Le monde de l'entreprise a besoin de lui, de son absence de contestation, de sa capacité à tolérer toutes sortes de pratiques au nom de la sacro-sainte rationalité économique. « Un tiers des salariés font confiance à leur patron pour leur assurer un avenir ». Fi des revendications, les exploités aiment leurs doux leaders si charismatiques. Quel diplômé d'école de commerce se refusera à vendre un produit de merde si on lui propose un statut de chef de produit à la clef ? Quelle blouse blanche refusera de perfectionner les caméras biométriques en échange de devenir chef de laboratoire ? Jamais l'évolution de la société n'est apparu aussi inexorable et les comportements même les plus critiquables n'ont été aussi légitimés. Si tu n'arrives pas à te regarder dans la glace le matin, mets du fond de teint…

Les employés de l'Entreprise moderne comme ceux de la Recherche ne maîtrisent d'aucune manière ni l'organisation de leur travail, ni les objectifs globaux et finaux de la structure d'ensemble pour laquelle ils triment. « Fais ceci et contente-t-en ». Chacun, séparé des autres, mais en équipe, poursuit son petit but à courte vue. Pas de formation à l'esprit critique dans les écoles de commerce ni dans les formations scientifiques. « Lis la presse, et choisis entre l'Humanité et le Figaro. Lis le Monde, c'est le plus objectif ». Comme si les financiers et les scientifiques étaient trop cons pour comprendre l'ethnologie, la philosophie, la littérature… Sauf cas exprès où l'on forme les économistes en sciences humaines — les autres seraient-elles inhumaines ? — pour devenir consultants-consentants du libéralisme…

La logique du secret prime dans cet univers : secret professionnel, secret de laboratoire, on ne doit pas divulguer ce sur quoi on travaille, l'espion industriel ou le voleur de brevet sont partout. Dans ces conditions, l'employé ou le laborantin trouverait presque indécent d'en trop savoir sur ce qu'ils préparent… « Reste fixé sur ta mission, ne cherche pas

hors de tes limites, on veille aux applications, on sait comment surnager dans ce monde de requins, tu y laisserais des écailles… Ne sors pas du bocal. C'est ton monde. »

L'esprit scientifique et économique se maintient par son ancrage *à la surface* des mondes : tout est fait pour ne pas approfondir les autres disciplines, pour ne pas vivre éclaté entre divers angles de vue… pourtant seule condition de la critique. Les individus dociles des entreprises et des labos doivent vivre en blocs simples : monomaniaques centrés sur leur objectif annuel, angoissés par la décoration de leur intérieur.

Et en ce qui concerne les sciences humaines, même topo : spécialise-toi, vas pas fouiner dans les amphis de biotechnologie, de gestion, etc. , on ne compare pas les sphères du réel. Concentre-toi sur les tribus des *iatmul*, sur l'*askesis* antique ou sur la sociologie des machines à café.

La qualité du travail moderne, en entreprise comme en laboratoire referme les personnes sur leur petit domaine d'activité, sur leur vision du monde, — dans ces deux casernes, la pensée vise le résultat. L'objectif global de l'entreprise, par exemple la conception et la réalisation de missiles, n'est porté que par la minorité qui met en commun les différents résultats. Untel affirmera être en charge du téléguidage, un autre du fuselage, un autre du transport des matériaux dans les différents sites de production, passant sous secret l'essentiel de sa participation. L'organisation en réseau qui s'est développée corrélativement à la sophistication technologique est un puissant vecteur de cette déresponsabilisation.

Culture d'entreprise, culture scientifique, vases communicants entre eux-mêmes, vases clos sur eux-mêmes.

L'enfermement mental du travail moderne mène en effet à la déresponsabilisation de l'activité du travailleur, ou du chercheur… Arendt, Anders, Dejours, on ne rappellera pas ici leurs analyses du cas Eichmann, parce qu'on n'a pas la place et puis on les connaît pas personnellement, mais il paraît qu'ils auraient parlé de ça..

Seule morale, seules valeurs : le mieux, le plus, la résolution optimale du problème. Dans leurs études, une équipe de scientifiques américains comptait les morts de la seconde guerre mondiale en « megacorpses » : 1 million de corps = 1 megacorpse. Plus d'êtres vivants, plus d'êtres sociaux, mais des unités mesurables, on compte l'humain en quintaux…

Non tantum, on veut de l'humain utilisable, mort ou vif, du matériau humain, pour que fructifie le capital humain. *Sed etiam*, on veut de l'humain calculable, du chiffre humain, pour améliorer la prévisibilité des comportements et des vies. Au regard de la science ou de l'économie, je suis le même : une donnée.

Les chercheurs, comme les financiers créent un monde de toutes pièces, qui leur convient : peu d'intensité affective, beaucoup de sécurité et de normalisation sociales, avec leurs valeurs : progrès, réussite, libre circulation des choses et des capitaux, propriété privée. Un monde sur lequel ils puissent avoir prise. Puis, ils recrachent cet univers sur tous les mondes minoritaires, et l'assènent à coups de matraques et de chars d'assaut.

Et voudraient que nous l'habitions.

« Ne compte pas les heures, tais tes peurs, mange ou tu seras mangé, sois raisonnable, évalue » on ne sait d'où vient le discours, d'un colloque scientifique ou d'un comité d'entreprise… L'audace, l'atomisation des *team-workers*, l'hors-monde de la production se rejoignent entre science et capitalisme. On avance — et c'est là la valeur — sans se soucier du monde dans lequel on régurgite sa production. Oui nous avons fait des chaussures pas chères, jolies et fabriquées par des enfants, et alors ? oui nous avons construit des armes sophistiquées qui tuent des enfants, et alors ? la logique du « *so what* ? », l'irresponsabilité du processus de recherche ou de production réunit science et capitalisme. C'est l'univers de la « comme-sci-ence »… comme si tout cela ne nous affectait pas… Nous travaillons sur ce monde comme si nous n'y appartenions pas, comme si nous n'y vivions pas, comme si jamais nous n'y ferions des enfants… et en vertu du fait étrange qu'il est toujours possible de nous enfuir coloniser Mars ou Jupiter grâce aux avancées de la science et aux structures économiques — « Tu ne respires plus ? Des nanopoliciers te pourchassent ? Tu as le gène de l'asociabilité ? Plus d'inquiétude, Le Club Med et les Laboratoires de la NASA te proposent le voyage spatial à moins de 15euros … ».

Entre économie et science, même projet de contrôle rationnel total des événements. Avec la Raison qui préside, l'*Aufklärung* des Lumières, la raison qui progresse, sans cesse perfectible, ennemie de l'expression « le mieux est l'ennemi du bien »…

D'un côté, une économie rationnelle, une organisation de l'entreprise rationnelle, une distribution sociale rationnelle, un système de santé rationnel, une gestion des individus rationnelle, et puis des calculs rationnels, des découvertes rationnelles, des pôles de recherche rationnels, et des applications rationnelles, voire « éthiques »…

De l'autre côté, on esquinte la peur, on l'escamote et la nie… pourtant peur au principe : peur de ne pas trouver de postes, peur des accidents de travail, peur des cadences qui empêchent de vivre avec nos proches, peur du boss, peur du collègue, peur d'être mis au placard, de la faillite, peur de la trouvaille si dangereuse, peur de faire mal, de créer de la puissance non maîtrisable… etc.

Aux noces de la science et de l'économie, on convoque la peur et la raison pour témoins.

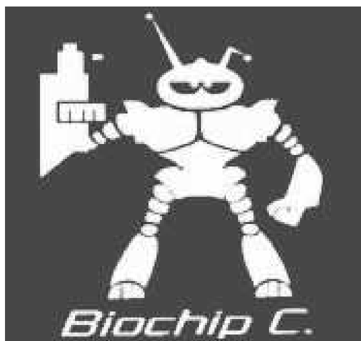
Résignations. « On ne peut rien y faire, c'est comme ça… ». « Et si c'est pas moi qui le fait, ce sera un autre… et si ce n'est pas la France qui découvre l'arme qui tue mieux ou qui délocalise au plus vite sa main d'œuvre, ce sera l'Angleterre, ou les States, ou la Chine… ». Restons compétitifs, en science comme en économie, en science économique comme en économie scientifique… pour donner forme à la science politique et à l'économie politique…

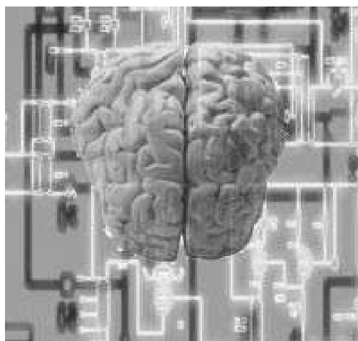
On croyait l'esprit capitaliste cynique, il n'est que scientifique : c'est-à-dire objectif. L'esprit objectif, l'esprit scientifique, l'esprit capitaliste et l'esprit libéral, au croisement du « *brainpower* » contemporain. Un monde d'esprits désaffectés, qui travaille sans passion, mais dans l'obsession du résultat, de terminer le calcul. Comment voir la bombe H ou les robopoliciers au bout d'une équation ?

Et sans temps disponible pour cultiver des affects dans le « temps libre », plus de liberté quand le temps c'est de l'argent …

Un monde où la technologie n'oublie personne, où « nous avons les moyens de vous faire rire », qui recherche sans état d'âme : Plus besoin d'âme, aujourd'hui, on a des neurones…

Bienvenue dans le monde des bio-morts-vivants, des détachés, des séparés, des atomisés, des amoureux du bonheur sous cellophane. La résignation n'est pas l'apanage des tristes mais des bienheureux, de ceux qui ne disent mot et vivent dans une douce inconscience.





N'est-ce pas cela la vie ?

Nos collaborations avec le système sont multiples, comme nos dépendances. Certains y participent plus que d'autres.

Certains, aujourd'hui, tentent de s'en sortir, de construire des savoirs autonomes, des savoirs *pour* eux, des savoirs correspondant à leurs goûts, à leurs désirs pratiques. Quand certains continuent à construire leurs sciences, leurs techniques, leurs jobs sans autre projet que de *poursuivre*, détruisant ce monde par leur adhésion aveugle à des mondes désensibilisants, d'autres tentent de fonder sur la base de sensibilités communes et de projets partagés des formes de vie et de connaissances qui, pour une fois, ne seraient pas séparés de leurs désirs éthiques et politiques. Il s'agit bien d'une tentative, et encore d'une *expérimentation*. Pourtant, la *petite différence* réside peut-être en ce que nous tentons de comprendre ce que nous faisons, en le faisant. Les recherches que nous menons portent non pas sur un souci détaché et métaphysique de compétitivité, de productivité — mais sur nos propres vies, et partent de nos propres vécus et désirs…

Une fraction de conScience du **CUL**
(**C**omité **U**niversitaire de **L**ibération)

« Qui les chercheurs s'imaginent-ils encore pouvoir tromper ? »[1]

A travers ce texte, extrait de « OGM : Fin de Partie » par *Quelques ennemis du meilleur des mondes*, il s'agit de rappeler à ceux qui voudraient l'oublier que la campagne contre les OGM, chaque fois qu'elle s'est émancipée du carcan syndical et citoyenniste, a notamment pris pour cible la fonction même du chercheur dans cette société. Ainsi, dans un texte trouvé dans une serre saccagée de l'Inra à Toulouse, le 26 juin 2000, et signé «*Chercheurs dans la nuit* », on pouvait lire une description de l'aliénation si caractéristique du milieu scientifique : « *(…) le chercheur, même dans la fosse à purin, refuse de se fier à ses sens : il ne juge de rien, il pense que tout ce qui est possible doit être fait et il abandonne à ses bailleurs de fonds la responsabilité d'une activité qui l'engage au premier chef. Élevé à l'école du mépris et de la concurrence féroce avec ces pairs, il ne songera bientôt plus qu'à trouver des financements privés ; il est happé par la course aux publications ; parfois, il n'hésite même pas à truquer ses résultats pour faire des annonces aussi médiatiquement fracassantes que visiblement inconsistantes ; et quand il se sent citoyen, certains dimanches, il n'hésite pas à pétitionner contre ce qu'il fait le reste de la semaine. »* [1]

Les chercheurs la ramènent

Dans un très instructif recueil qui a circulé en 2002 [1], on peut mesurer – déjà – les *chocs* qu'ont produit, dans tout le milieu de la recherche, le saccage revendiqué de plants de riz transgéniques dans une serre d'État du Cirad (Centre international de recherche en agronomie pour le développement) à Montpellier en juin 1999 et celui, clandestin, d'une serre de l'Inra (Institut national pour la recherche agronomique), à Toulouse en juin 2000 [2].

L'histoire du Cirad en particulier avait connu un certain retentissement, puisqu'elle avait débouché sur les procès de José Bové et de René Riesel, à l'issue desquels quelques centaines de chercheurs avaient « signé » une lettre ouverte au président de la République pour demander la grâce du porte-parole du syndicalisme agricole écologiste, condamné à plusieurs mois de prison [3] . Intitulée *Ouvrons la recherche !,* cette lettre salue en Bové le « *lanceur d'alerte* » qui dénonce des « *dangers* – comme la contamination – *jusque-là insoupçonnés* [4] » *(sic)*.

Mais, face à la recrudescence inattendue des destructions de champs d'expérimentation transgénique de l'été 2003 [5] (plus de 25 en France, la plupart clandestines et pour certaines non revendiquées, loin de l'encadrement syndical et de ses simulacres), des généticiens et autres chercheurs, apparemment d'une toute autre opinion, rendirent public un manifeste intitulé *Défendons la recherche !* [6] En à peine une quinzaine de jours, quelques milliers de chercheurs furent enrégimentés par un lobby des grandes firmes du secteur – l'association France Biotech – et amenés à « signer par Internet » cette pétition virtuelle, qui sommait surtout le gouvernement de prendre des mesures sévères contre les destructeurs d'essais en plein champ.

L'une des destructions du mois d'août 2003 [7] avait, en particulier, déclenché cette indignation. La destruction du champ d'OGM « thérapeutiques » destinés à produire de la lipase gastrique (médicament employé dans un traitement palliatif des malades atteints de la mucoviscidose) touchait en effet un point central de la propagande du complexe génético-industriel [8], qui est d'imposer partout son point de vue réductionniste au détriment de toute autre approche [9].

Il s'agissait pour la firme de chercher par l'expérimentation en plein champ *à abaisser les coûts de fabrication* de ce médicament déjà existant et réalisé jusque-là en milieu confiné. La diminution des coûts justifiait la production de l'enzyme recherché d'une manière totalement aléatoire et dangereuse.

Or on retrouve derrière *Défendons la Recherche !* quelques pontes des institutions scientifiques, comme le paléontologue Yves Coppens – conseiller scientifique pour la série télé *L'Odyssée de l'espèce*, fable socio-biologique – ou le physicien Pierre-Gilles de Gennes, inventeur de la physique « de proximité ». Bien sûr, ce petit lobby hâtivement monté obtint sans difficulté un rendez-vous avec le Gouvernement, qui s'est alors déclaré prêt à défendre « *leur liberté* » de chercheurs : *« L'intervention des forces de l'ordre n'est pas exclue, au moins temporairement, en mettant en place par exemple des patrouilles de surveillance autour des champs sensibles. »* [10]

Il est intéressant de noter que, malgré leurs divergences apparentes, *Ouvrons la Recherche !* et *Défendons la Recherche !* partagent en fait un souci commun : réaffirmer le cadre nécessaire à *« tout débat serein »* sur les OGM. Les uns dénoncent *« ces saccages répétés – sans précédent dans le monde »(sic)* – qui *« portent préjudice aux activités de recherche et de développement en biologie végétale »* et donc à *« la compétitivité scientifique et économique »* de la nation. Les autres remercient nos citoyens écologistes d'avoir signalé par leurs actions les problèmes de « *dissémination d'OGM dans les milieux qu'elles vont immanquablement contaminer »,* et surtout d'avoir épargné l'essentiel – leur existence et leurs légitimité – en réaffirmant avec soulagement que *« ce n'est pas la recherche fondamentale qui est en cause. »* Ouf !

Les mœurs se dégradent, le sens des mots y participe

Les deux pétitions emploient le même vocabulaire emprunté à la rhétorique progressiste, les mêmes litanies qui de nos jours constituent le discours de tout pouvoir, dont l'objet est d'exprimer le désir morbide que *tout* continue : *« développement durable »*, *« principe de précaution »*, *« développement d'un progrès maîtrisé et partagé »*, etc.

Sur le terrain du langage, un affrontement doit donc aussi avoir lieu.

De nos jours, la fabrication du consensus est un élément vital pour l'existence et la perpétuation du pouvoir: l'usage des mots ne trompe pas, que ce soit pour faire accepter les OGM, mettre au travail ou contrôler des chômeurs, ou encore pour déclencher une guerre. Ainsi, l'apparition d'un néo-langage citoyenniste chez les chercheurs témoigne de leur volonté de dissiper toute velléité de formulation autonome d'une critique des OGM, et bien sûr de l'impasse politique dans laquelle se trouve aujourd'hui la science d'État.

Tous les efforts de propagande des chercheurs et de leurs patrons ont pour but de nous faire admettre que la question des OGM ne pourra se résoudre que sur les paillasses des laboratoires. C'est une erreur de « programmation » si d'autres ont pu en juger autrement et *conclure* en se manifestant par des actes « violents », « terroristes », « obscurantistes », etc.

Pourtant, c'est bien contre l'ensemble du fonctionnement social devenu *laboratoire-monde* que s'est constituée la véritable opposition aux OGM. Les experts le subodorent, quand ils écrivent : *« La société n'accepte pas d'être vécue comme un laboratoire. »* [11]

Toute tentative pour confiner dans les laboratoires les questions posées par les destructions, de les traiter dans le langage des experts, est un moyen pour cette recherche mercenaire de reprendre la seule initiative qu'elle pouvait craindre de perdre : celle de contribuer toujours plus au progrès, dynamisme mortifère de la société techno-marchande. Il s'agit de récupérer la critique en actes entrevue ici ou là pour moderniser le discours de l'acceptation : on parle de développement *durable* quand on ne parle pas encore de décroissance *soutenable*. Bref, les affaires doivent reprendre.

La mise en scène autour des interrogations de la recherche prend tout son sens et toute sa mesure quand elle rencontre un franc succès auprès du mouvement citoyenniste ; quand elle répond à l'intarissable soif d'expertise et d'éthique de ce conglomérat d'associations et d'organisations *néo*-gouvernementales (ONG) très officiellement chargé de *« refuser les OGM»*. Dans son projet de *« vigilance citoyenne »* envers l'activité technoscientifique, le militant citoyen s'incline en fait devant l'autorité d'experts ou de contre-experts qui, en dernier recours, lui désigneront les « bons » et les « mauvais » OGM. Par sa contestation *empruntée* et *déléguée*, il assume en fait son destin de dépossédé, en laissant toujours

aux experts de la vie quotidienne le soin de lui expliquer comment manger, boire et penser en toute sécurité dans une société jamais assez surveillée. Son rêve d'un « monde meilleur » vire au cauchemar du meilleur des mondes car il n'a de cesse de reproduire, moderniser et faire proliférer les médiations bureaucratiques du pouvoir. Il n'est pas question, ici, de discuter d'un quelconque refus des OGM mais, au contraire, des moyens du renforcement des essais *« sous contrôle de l'autorité de l'État »*. Certains chercheurs (les plus gauchistes) préfèrent dire la même chose autrement, en s'inquiétant de « *l'utilisation qui risque d'être faite des résultats de* [leurs] *propres recherches, si la société et les pouvoirs politiques, ensemble, ne définissent pas les moyens d'en garder le contrôle. »* Mais, on l'a compris, il s'agit surtout de sauver sa place, d'assurer ses arrières et de diluer les responsabilités au moindre incident.

Et pourtant, en France, il faudrait encore croire au petit jeu du *« débat public sur les OGM»*. Quand cette société impose *démocratiquement* au *citoyen* de s'associer aux décisions déjà prises, c'est précisément au moment où il obéit qu'il abandonne toute possibilité d'intervenir en quoi que ce soit sur le cours des choses. C'est pourquoi la mise en scène, depuis quelques années, de l'affrontement autour des OGM est restée la manœuvre politique la plus efficace pour contenir tout débordement hors du cadre administratif et éthique.

Ce ne sont pas les acteurs d'une telle mise en scène qui manquent.

Après « Ouvrons la recherche ! » et « Défendons la recherche ! », *the show must go on* : « Sauvons la recherche ! »

Le point culminant de la mise en scène et de la confusion aura été atteint avec la dernière pétition des chercheurs, *Sauvons la recherche* !, à l'automne 2003. Plus de la moitié de la profession, 76 000 chercheurs ou assimilés, du cacique [12] à l'étudiant aux dents plus ou moins longues, tous ont poussé le sempiternel cri d'alarme : *L'Europe de la recherche est en train d'être distancée par l'exemplaire recherche américaine !* Oubliant les conséquences mortifères de leurs activités et la dépendance du chercheur par rapport aux bailleurs de fonds et à un système de pensée réductionniste, c'est l'ensemble d'une caste, soutenue par une majorité de thésards et de laborantins prolétarisés, qui a demandé à l'État les moyens *financiers* de continuer à sévir. Après avoir étouffé les velléités de ceux qui, peu nombreux dans leurs rangs, auraient pu vouloir discuter du sens et des finalités de leur activité, ils ont fait grand étalage de leur arrogante irresponsabilité. Leur ralliement à la proposition des présidents de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine de tenir des *« États généraux de la recherche »* le prouve. Rappelons que ces deux institutions sont, en fait, des agences gouvernementales, créées pour justifier l'activité industrielle et ses conséquences mortifères. Ainsi, l'Académie de médecine, qui s'était déjà distinguée, entre autres, en publiant des rapports négationnistes sur les conséquences de Tchernobyl et sur celles de la diffusion de l'amiante dans l'environnement (1996), a, dans un rapport intitulé *« OGM et Santé »*,

logiquement conclu à l'innocuité des OGM. Très soucieux de business, cet aréopage d'étranges médecins s'est en revanche alarmé de ce que « *l'exigence de l'étiquetage total et de la traçabilité peut très bien se traduire par des conséquences commerciales désastreuses* » [13].

Quant au gouvernement, il a bien rapidement battu en retraite devant l'agitation de ces blouses blanches de si bonne composition dans les conseils d'administration des entreprises nationales de gadgétisation du vivant. Emballement libéral devant les ronflements un peu trop sonores de spécialistes fumeux dans leurs bureaux concédés à vie ? Ou réhabilitation paradoxale de la figure bien ternie du *« savant »* à la faveur d'un bonneteau médiatique ? Le léger trouble qui s'était manifesté dans le milieu scientifique au moment des destructions d'OGM a pu se dissiper : l'ordre règne de l'éprouvette au champ de bataille.

Les pétitions de chercheurs, loin d'être rejetées comme de la vulgaire propagande, se voient applaudies. Elles collaborent à la création d'un « jardin d'acclimatation » où l'on prépare des têtes citoyennes gavées par l'injonction participationniste à accepter ce qu'elles ont fait mine de refuser. Elles participent d'un *projet pédagogique* où l'on apprend à *s'adapter* sans fin à ce qui a été décidé ailleurs. Mais jamais sans risques.

1. *Textes et documents choisis pour instruire le public et ceux qui font métier de l'informer sur la deuxième campagne contre le génie génétique*, août 1999-avril 2002, Dossier diffusé à la conférence de presse de l'appel du procès, concernant la destruction de riz OGM au Cirad de Montpellier.

2. Suite à ce dernier sabotage, Bertrand Hervieu, président de l'Inra, a déclaré : « *Je nourris une forte inquiétude. S'il s'agit de chercheurs "scientifiques", nous avons chez nous des gens qui ont des interrogations fortes non exprimées publiquement. En clair il faut poursuivre le débat en interne* », cf. *Textes et documents*..., op. cit., note 1.

3. Signalons que René Riesel a été condamné pour les mêmes raisons à la même peine. Mais il a refusé le jeu d'un affrontement factice et médiatique avec l'État (voir le tract : *Feu vert pour les OGM, prison pour René Riesel*, publié en annexe de *OGM : fin de partie*).

4. Une lettre ouverte au président de la République des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur de Montpellier, diffusée le7 juillet 2003, à l'initiative de Pierre Campagne-Simon, professeur retraité, agronome; Jean-Jacques Drevon, Inra, directeur de recherche ; Michel Dulcire, Cirad, chercheur ; Michel Meuret, Inra SAD Avignon, chargé de recherche ; Pierre-Louis Osty, Inra Toulouse, directeur de recherche ; Christian Prat, IRD, chargé de recherche, et signée par 800 chercheurs.

5. Ce texte a été terminé en août 2004. Au cours de l'été 2004, comme l'année précédente, il y a eu un certain nombre de destructions clandestines – sans compter les habituelles mises en scène des Verts (n'étant plus au gouvernement, ils font de la surenchère) en présence des gen-

darmes.(Voir annexe 2, dans *OGM : fin de partie*) Ces évènements n'ont rien apporté de neuf au bilan que nous tirons ici.

6. Défendons la recherche ! : « La recherche et l'innovation sont les atouts de notre compétitivité. Ne laissons pas saccager les travaux des chercheurs français ! » ; initiateurs : Alain-Michel Boudet professeur, université Paul-Sabatier, Toulouse, Michel Delseny, directeur CNRS, Perpignan, André Gallais, professeur, Inra Paris, Emmanuel Guiderdoni, directeur de recherche au Cirad, Louis-Marie Houdebine, directeur de recherche, Inra Jouy-en-Josas, Jean-Jacques Leguay, directeur de recherche, Aix-en- Provence, Georges Pelletier, directeur de recherche, Inra Versailles, Alain Toppan, coordonnateur de recherche, Biogemma Mondonville ; pétition diffusée le 03/09/2003, avec 1800 signataires.

7. Pour la deuxième fois depuis 2001 : cf. *Textes et documents...*, op. cit., note 1.

8. Les États-Unis, qui organisent l'occultation des risques liés aux OGM, s'inquiètent pourtant des problèmes spécifiques posés par ces plantes à finalité thérapeutique et réglementent fortement les essais, surtout depuis l'affaire ProdiGène : en 2002 du maïs transgénique cultivé pour produire un vaccin porcin avait contaminé, par ses repousses, du soja destiné à l'alimentation humaine (500 000 tonnes de soja, pour une valeur de 2,7 millions de dollars, avaient été détruites).

9. Dans le texte *Aux larmes citoyens* !, publié en janvier 2003, nous avons décrit les logiques à l'œuvre autour de la mise en scène de ces maladies dans le cadre du Téléthon.

10. Propos de Claudie Haigneré, ministre déléguée à la Recherche, *le Figar*o, 25-26 octobre 2003.

11. Rapport à la suite du débat sur les OGM et les essais au champ dit « des quatre sages », Babusiaux, Le Deaut, Sicard, Testart.

12. Ponte en français, mandarin en chinois.

13. *OGM et Sant*é, rapport de l'Académie de médecine, 26 novembre 2002. Voir pour une analyse critique *À propos de quelques chimère*s, 30 janvier 2003, Pierre Gérard, 6, cours Jean-Jaurès, 38000 Grenoble.

Quelques ennemis du meilleurs des mondes
c/o ACNM (Association contre le nucléaire et son monde)
B.P. 178, 75967 Paris cedex 20, C.C.P. 34683E Paris

Folamour's party

« De toutes les passions, la peur est celle qui pousse le moins les humains à enfreindre les lois. »
Léviathan, Thomas Hobbes

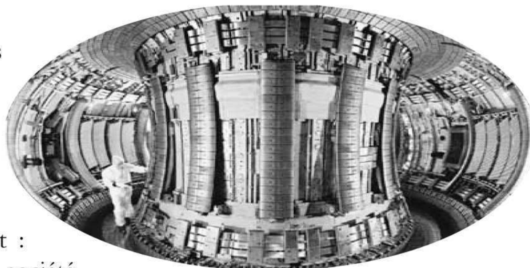
Pièce maîtresse du système d'exploitation et de domination, le nucléaire a montré, en quelques décennies, de quoi il était capable. Les cadavres et les estropiés à vie se comptent déjà par dizaines de millions, victimes des retombées civiles et militaires de l'atome. Pourtant, la page sombre n'est pas prête d'être tournée. En témoignent les propositions faites par des institutions comme l'Agence mondiale de l'énergie. Du côté des écologistes, on attribue de telles déclarations aux délires bien particuliers du dernier carré des nucléaristes purs et durs. Mais pour faire l'objet de décisions qui orientent pour longtemps le cours du monde, il faut bien que leurs recommandations, même les plus folles, correspondent à quelque chose de plus général.

La chasse aux sources d'énergie toujours plus rentables et plus puissantes est l'une des obsessions des administrateurs du monde. L'énergie, c'est l'or en barre du capitalisme, la puissance motrice sans laquelle le système de production et de consommation de marchandises ne peut pas tourner. Comme la crise des énergies fossiles, en particulier celle de l'or noir, menace, l'atome a de nouveau le vent en poupe. D'où la décision, qui n'est pas limitée à la France, d'allonger de plusieurs décennies la durée de vie des centrales. D'où la promotion par l'Etat français de l'EPR, vitrine du complexe nucléaire européen, mené par le tandem franco-allemand Framatome-Siemens. Les autres programmes nucléaires et thermonucléaires, comme ITER, reposent sur des technologies encore plus complexes et nécessitent la construction d'installations titanesques. Non seulement elles ne sont pas aussi inoffensives et contrôlables que leurs promoteurs l'affirment, mais leur gigantisme même exclut qu'elles soient mises en œuvre dans le cadre de l'Etat nation. De tels programmes sont donc supervisés par des institutions supranationales, comme l'Agence de l'énergie atomique, financés par des sociétés et des Etats qui mobilisent des chercheurs de toutes les nationalités, etc., œuvrant dans le même sens : le contrôle centralisé de l'énergie électronucléaire à l'échelle planétaire. Ce qui n'empêche pas les États qui y participent de tirer la couverture à eux, comme le montre la bataille autour du choix du pays d'accueil d'ITER.

Monopolisant l'usage de la force nucléaire, moyen de destruction sans égal dans l'histoire, les cinq puissances qui contrôlent le Conseil de sécurité n'ont pas l'intention d'y renoncer. Elle leur est trop utile. Grâce à elle, l'Etat apparaît plus que jamais comme le détenteur de la violence « légitime ». Et par l'effroi, bien entretenu à l'époque de la Guerre froide, de la solution finale par l'atome qu'elle inspire, elle permet aux Etats nucléaristes de tenir en laisse leurs administrés respectifs, en jouant le rôle de protecteurs face au danger qu'ils contribuent à créer. Bien que le partage du monde, façon Guerre froide, appartienne au passé, l'objectif des administrateurs de la domination n'en reste pas moins de contrôler la planète en totalité. Dès lors, il n'est plus seulement question de « dissuader » mais aussi de « choquer pour se faire respecter », selon la formule du Pentagone. Les traités de réduction des arsenaux et d'interdiction des essais grandeur nature ne font que prendre acte de la nouvelle donne : ils offrent aux Etats les plus nucléarisés la possibilité de mettre à la ferraille des armes dépassées et les autorisent à effectuer des essais plus sophistiqués en laboratoire. Là, on est en train de créer des armes de moindre puissance unitaire, mieux adaptées aux opérations de terreur diversifiées qui caractérisent les guerres « préventives » actuelles. Elles permettent même de gommer la distinction, datant de la Guerre froide, entre explosifs classiques et explosifs nucléaires. Dès la première guerre du Golfe, les damnés de la Terre en ont fait l'amère expérience avec l'emploi de l'uranium appauvri comme bombe radiologique.

Pendant plus de 50 ans, le nucléaire a été imposé par le biais du modèle d'obéissance propre à l'armée : il fallait l'accepter sans émettre le moindre doute. Désormais, le pouvoir d'Etat prend le pouls de la prétendue « société civile » et fait mine de l'associer au diagnostic. Car, depuis Tchernobyl, les populations manifestent parfois quelques inquiétudes face aux dangers qui recèlent le nucléaire, y compris en version civile. Bien que la prise de conscience des risques soit, généralement, plus ou moins refoulée, l'Etat préfère les minimiser plutôt que les nier en bloc. L'objectif est double : reconnaître, parmi les conséquences sanitaires des radiations qui apparaissent le plus vite en cas d'accident, celles qui ne sont pas les plus graves, ce qui amène la population à accepter les autres ; associer la même population à leur gestion, selon le principe moral de responsabilité individuelle, propre à l'Etat moderne. Les divers programmes de culpabilisation citoyenne, comme celui relatif au stockage, dans les mairies des principaux pays d'Europe, des capsules d'iode censées entraver la fixation de l'iode radioactif sur la tyroïde, n'ont pas d'autre sens. Pour le reste, rien n'est prévu et pour cause : la grande majorité des maladies nucléaires ne sont pas reconnues comme telles et la médecine est impuissante. Pour verrouiller l'opération de sécurisation par la peur, les Etats nucléaristes en reviennent à des clichés dignes de la Guerre froide, avec les « Etats et les réseaux terroristes » dans le rôle de la pieuvre invisible, disposant d'armes de « destruction massive ». Et pour ceux qui continuent à critiquer le nucléaire, les mêmes Etats promulguent des lois d'exception interdisant, par exemple, la divulgation d'informations relatives aux matières nucléaires. En France, les peines encourues vont jusqu'à plusieurs années de prison.

Dans de telles conditions, les tentatives de sortie différée du nucléaire, menées par des partis et des lobbies écologistes européens, éclatent comme des bulles de savon. Selon eux, en acceptant le prolongement de la durée de vie des centrales de dix ans, en rejetant l'EPR le temps de roder les énergies « alternatives », destinées à prendre le relais, il était possible de sortir sans vague du nucléaire civil. La question du nucléaire militaire était, elle, passée sous silence. Mais, de sortie, il n'en est plus question dans les cercles du pouvoir. Les écologistes ont donc contribué, dans des conditions où le capitalisme ne réforme plus mais innove, à la poursuite du nucléaire en général, en particulier au désamorçage d'oppositions effectives. Car leurs propositions fumeuses restent sur le même terrain qu'elles sont censées contester : au problème social posé par le nucléaire, ils opposent, en véritables technocrates, des solutions techniciennes, qui contribuent à perpétuer le système de dépossession et de stérilisation de la vie. De plus, elle sont en partie irréalistes car, dans les prochaines décennies, le rôle des énergies « alternatives » restera sans doute mineur et servira, pour l'essentiel, à faire accepter le reste.



Bref, l'arrêt du nucléaire n'est pas négociable. A moins d'accepter d'être exposé pour longtemps à des radiations, à des accidents, à des catastrophes au cours desquelles apparaît de façon paroxystique la fonction première de l'Etat : assurer la sécurité et la survie de la société par la négation de la liberté et de la vie des individus.
La militarisation des populations atterrées, confinées, déportées, condamnées à crever et la neutralisation des rétifs prévues par les plans d'urgence nucléaire en sont la preuve. Certes, dans la période actuelle, la masse de nos contemporains est loin d'avoir pris conscience de l'ampleur du désastre et elle préfère même bien souvent ne pas y penser. Car le nucléaire est désormais intégré à la vie de tous les jours comme dispensateur d'énergie, particulièrement en France, chose sans laquelle ils ne peuvent, en règle générale, imaginer vivre. Certes, la création d'oppositions de masse radicales au monde nucléarisé ne dépend pas que de poignées d'irréductibles. Pourtant, il est impossible de rester les bras croisés face à ce qui existe déjà et à ce qui est en train d'advenir. A moins d'oublier en quoi consiste la liberté humaine.

André Dréan, nuee@club-internet.fr

Paris, le 30 septembre 2004

C'est pourquoi

il nous semble que les pratiques dites « démocratiques », c'est-à-dire inscrites dans un régime parlementaire, de représentation,

s'organisent sur la délégation de notre pouvoir aux experts : Politiciens,
Scientifiques,
Sociologues,
etc. , etc.

Cet appareillage serait - soi-disant - *plus à même de prendre les décisions nous concernant.*

Pendant que la Science, qui *n'est pas sensée, elle,* s'opposer à la « démocratie », se borne à dire « ce qui EST, que nous le voulions ou non . »,
en organisant ses processus de recherche
exemptés de toute interférence populaire.
Et sous couvert de « conférences-débats » : propagande médiatique, relais politique,
le tout lové dans cette magnifique injonction contemporaine à la *"Tenue"* démocratique .

Le peuple écoute les experts, accepte d'être réaliste,
A savoir : adulte et rationnel.
Et c'est la tâche des hommes politique d'Expliquer
de Faire Comprendre
de faire Accepter
ce qui ne peut être modifié !
avant de bidouiller à notre adresse un questionnaire à choix multiple, avec ce qui n'a plus d'importance.

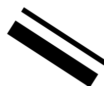
Elle a bon dos, la Science, qui est capable de statuer sur tant de choses, escortée de son armada de vaillants rEprésentants -experts…
ils nous affirment « oui, Oui, vous pouvez bien rêver d'échapper aux dures lois du marché économique. C'est à peu près comme si vous rêviez de vous élever tout seuls dans les airs, sans moteur, en contradiction directe avec les lois de la gravitation ».

De même, on ne vote pas contre les lois de la gravitation.
De même, on ne vote pas contre les lois du Marché.
On travaille. On se soumet aux dites-lois. Les experts du réel nous présentent leurs constats. Il ne reste plus qu'à cogèrer les conséquences.

Toute cette organisation de l'éco-Totalitarisme nous forme à son service par l'entretien de valeurs telles que : la réussite
la croissance
et leurs valets calibrés, brevetés, copyrightés.
Tout cela en tenant la cadence, sans jamais pouvoir dire « Attendez. Une minute. Stop. »

Les vacances, le week-end réalimentent la MACHINE : consommez avec le pez que vous avez gagné et reposez-vous bien pour être d'attaque lundi matin. Vive le retour au turbin.
Si mon rythme ne nourrit plus la cadence, hop, je vire.
Et surtout, il n'est pas question de vacances. Tout le monde est là pour me le rappeler.
Il me faut avoir *hOnte* parce que je ne suis pas « travailleur ». Parasite !





Personne n'échappe à la valeur suprême du travail de manière à ce que personne ne s'autorise à poser la question :
qui décide de cette cadence ? Pourquoi travaillons-nous ?
Autant de lois devant lesquelles on ne peut même pas être
déloyales ni démissionnaires.

J'ai le pouvoir de déprimer, d'ingérer des anti-dépresseurs, de me voir passer de machines d'enfermement en machines d'enfermement.
De STMicroelectronics à l'hôpital Psychiatrique.
Tout cela en cherchant encore naïvement ma place dans cette grosse fourberie.

Mais surtout, ne jamais Objecter.

Cependant, peut-être qu'entre midi 30 et 14h, en finissant son sandwich au poulet reconstitué, nous pourrons
nous octroyer le droit d'expérimenter d'autres manières de faire émerger les savoirs,
d'autres manières de mettre en jeu nos propres savoirs.
Quand, partout, dans grenoble ou ailleurs, les mairies, les universités, les communautés de commune et les salles enfumées, les lutteurs intellectuels et politiciens de tout poils,
nous invitent à des soi-disant « débats », ils nous confinent dans
ce statut de consommateurs (principal mode de « partage » contemporain).

Nous nous découvrons brillants, persuasives, dissuasifs, audacieuses, grands gueules, campées sur nos positions, ignorants, analphabètes, idiots, muettes.
Autant de « rôles » et de « positions » qui nourrissent ce grand théâtre du

soi-disant déBAT

Dans lequel l'HHomme entrera en autoritaire, la FFemme en hystérique.
Ah, bravo !

Conscientes que l'espace du débat est un vaste terrain d'enjeux identitaires,
sous-tendu par des lois tabouïsées, cachées et tues,
et (si par hasard) nous essayons de le dire, c'est ridicule, ou c'est trop tard, ou superficiel,
ou non prioritéaire, ou bien prise-de -tête,

Alors nous voudrions nous octroyer du temps.
Pour élaborer ensemble les règles qui régissent nos discussions.
Nous voudrions pouvoir les connaître pour nous y tenir,
pour en discuter ensemble,
pour en inventer d'autres.

Pour comprendre pourquoi celui-là parle toujours plus fort, pourquoi je n'ai jamais rien à dire d'important, pourquoi elle débarrasse la table pendant que nous ouvrons nos agendas.
Pourquoi ceux-là se mettent toujours à froncer le sourcil quand tu poses une question.
Comment trouver nos mots.
Savoir écrire et jouer.

Mettre les formes de débat *en débat*,

pour dévoiler les rapports de pouvoirs, être à même de les repérer, de les dénoncer, de les déligitimer, et de nous réapproprier les **temps** et les **espaces** nécessaires à l'invention de nouvelles règles du jeu







« Nous n'avons pas à nous sentir responsables du monde dans lequel nous vivons. »

Il y a des discours, des écrits et des faits qui pris séparément paraissent innocents mais réunis ne trompent pas. Des scientifiques affirment *a posteriori*, aujourd'hui encore, le bien-fondé qu'il y eut à organiser la recherche et le développement industriel qui ont produit la destruction totale de Hiroshima et de Nagasaki (avec plus de deux cent mille victimes dont cent mille tués), puisqu'on pouvait craindre que les nazis ne produisent la bombe atomique les premiers[i]. Or, non seulement l'Allemagne nazie avait capitulé avant que l'on utilisât l'arme nucléaire, mais encore la reddition du Japon pouvait-elle être obtenue sans bombardement atomique ni invasion (paix négociée). Ces deux essais *in situ* et en vraie grandeur devaient réaliser la suprématie des États-Unis et aussi cette « révolution scientifique » que célébrait le journal *Le Monde* dans son édition du 8 août 1945.

Sur ce sujet et la prolifération des armes nucléaires qui s'ensuivit, le philosophe Günther Anders entamait une réflexion puis une correspondance avec Claude Robert Eatherly[ii] ; ancien commandant de l'armée de l'air américaine, ce dernier fut l'un des pilotes qui participèrent à cette forteresse volante qui largua une bombe atomique sur Hiroshima. Anders essaya de convaincre Eatherly, alors torturé par le remords et la culpabilité d'avoir participé à l'innommable, que notre époque exigeait de chacun de nous des actes qui échappaient à l'individu et dont on ne pouvait prévoir ou imaginer les conséquences. Mais, alors que nombreux sont ceux qui par cynisme ou pas s'installent dans la complaisance assassine, Anders dénonçait cette réalité, qu'il n'eut de cesse de combattre.

Ce haut degré de conscience morale, qu'ont su atteindre un philosophe désespéré ou un *american boy*, la pouvons-nous attendre de la part de la caste des physiciens ou des mathématiciens ? Pas si l'on en croit Richard Feynman évoquant les temps où il travaillait à la conception et à la réalisation de la bombe atomique, voici ce qu'il écrit : « Et puis, j'ai connu von Neumann, le célèbre mathématicien. Le dimanche, lui, Bethe, Bob Bacher et moi allions souvent marcher dans les canyons avoisinants. C'était fort agréable. Je dois à von Neumann d'avoir compris que nous n'avons pas à nous sentir responsables du monde dans lequel nous vivons. Depuis lors, je n'ai cessé de me sentir « socialement irresponssable », et je me suis toujours bien porté. Cette irresponsabilité active qui est la mienne est née de ces conseils que von Neumann me donnait lors de nos promenades[iii]. »

En juillet 1959, Eatherly envoya, à Anders une lettre, dans laquelle, dans l'enthousiasme et l'espoir, il s'interrogeait : « Ne serait-il pas possible que vous et moi, et les milliers de pacifistes du monde entier puissions convaincre *un seul groupe* (celui des savants) ; ne pourrions-nous les convaincre de délaisser l'objet de leur prédilection (la

recherche), d'écouter la voix de leur conscience, de s'allier à nous, de suspendre leurs recherches sur les armes atomiques jusqu'à ce qu'une commission internationale de juristes ait installé un gouvernement mondial, gouvernement sans organisations politiques, sans moyens militaires surpuissants ? Seuls, les savants sont à même de réduire à l'impuissance le groupe des régnants en refusant de collaborer avec lui. Sans l'aide de la recherche scientifique, les puissances politiques et militaires dépériraient et mourraient. » La responsabilité des scientifiques et les relations qu'ils entretiennent avec la domination sont clairement désignées par ces propos. En revanche, sûrement par naïveté, Eatherly prête à la communauté scientifique des qualités et une conscience morale qu'elle n'a jamais prétendu détenir ou défendre ; cette communauté scientifique n'a jamais non plus exprimé la moindre objection quant au rôle que la domination lui fait jouer. George Orwell, dans un article intitulé *Qu'est-ce que la science ?* publié dans le journal *Tribune* du 26 octobre 1945 écrivait : « […] est-il vraiment certain qu'un « scientifique », dans l'acception étroite du terme, soit mieux à même que toute autre personne d'aborder les questions non scientifiques de manière objective ? Il n'y a guère de raisons de le croire. Prenons un seul et simple critère : la capacité de résister au nationalisme. On affirme souvent de manière assez nébuleuse que la « science est internationale », mais, dans la pratique, les travailleurs scientifiques de tous les pays se rangent derrière leurs gouvernements respectifs avec moins de scrupules que n'en éprouvent les écrivains et les artistes. Dans son ensemble, la communauté scientifique allemande n'a opposé aucune résistance à Hitler. Ce dernier a peut-être ruiné les perspectives à long terme de la science allemande, mais il n'en reste pas moins qu'il y eut bon nombre d'hommes compétents pour accomplir les recherches nécessaires dans des domaines tels que ceux du pétrole synthétique, des avions à réaction, des projectiles propulsés par des fusées et de la bombe atomique. Sans eux, la machine de guerre allemande n'aurait jamais pu être édifiée[iv]. »

À Los Alamos, des centaines de scientifiques, dont une vingtaine de lauréats ou futurs lauréats des prix Nobel se sont retrouvés à travailler autour du Projet Manhattan, sous la direction de Julius Robert Oppenheimer ; un projet commun défini par une autorité administrative supervisée par des militaires. Parmi ceux-ci, un comité présentera au ministre de la guerre Henry Stimson un rapport défavorable à l'utilisation des bombes atomiques contre le Japon dans les conditions prévues. Ce rapport proposait au ministre de réaliser plutôt une démonstration *dissuasive* en zone inhabitée. Leo Szilard lança une pétition où il était demandé qu'on n'utilisât pas les bombes à moins que les États-Unis ayant fait connaître les conditions qui seraient faites après la guerre au Japon vaincu, celui-ci ne refusât sa reddition[v]. Il avait été l'inspirateur de la lettre qu'Einstein envoya à Roosevelt en 1939, pressant le président de prendre des dispositions pour développer d'urgence les recherches qui permettraient de mettre au point l'arme nucléaire. Physicien nucléaire, il se tournera ensuite vers la biophysique et la biologie moléculaire.

C'est dans un tel contexte que sont apparus le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en octobre 1939 ou encore le développement de Grenoble comme

ville scientifique, industrielle et militaire, avec la venue de l'ambitieux et pragmatique Louis Néel (« un bon chasseur de monnaie » dira-t-on plus tard[vi]) au début de cette seconde guerre mondiale[vii]. Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), quant à lui, fut créé en 1945 par le général de Gaulle et animé au tout début par le physicien Frédéric Joliot-Curie et l'ancien ministre de l'armement Raoul Dautry. Très vite il allait développer un programme indépendant d'armes nucléaires. La première bombe nucléaire française explosera en 1960 au cours d'un essai aérien dans le désert saharien au sud de l'Algérie alors colonie française. Au total, dix-sept essais nucléaires dont quatre aériens auront lieu dans le Sahara algérien, entre 1960 et … 1966 ; soit quatre ans après les accords d'Évian qui reconnaissaient l'indépendance de l'Algérie[viii].

La seconde guerre mondiale fut une période de précipitation qui imposa de façon décisive de profondes mutations dans l'esprit des savants transformés alors en chercheurs, intégrant de plus en plus la fonction d'inventeur breveteur[ix], comme dans la façon et les moyens d'organiser et de mener le travail de recherche. Cette période imposera un modèle à la science.

Les Assises nationales des États généraux de la recherche, qui se tiendront à Grenoble les 28 et 29 octobre prochain, sont héritières de ces mutations. Lorsqu'on consulte le rapport de synthèse grenoblois réalisé à partir des opinions recueillies sur un site Internet ouvert à cet effet, on voit que les préoccupations tournent toutes autour des moyens administratifs, techniques et financiers qu'il faudrait accorder à la recherche pour qu'elle se porte mieux. Mais qu'elle se porte mieux sans déborder du cadre esquissé plus haut : une recherche issue de la guerre et du développement industriel qui allait suivre. La science avait déjà cessé depuis longtemps d'être une aventure individuelle et patiente où l'on cherchait à observer, comprendre, et savoir, sans *faire*. L'homme de science moderne chercha plutôt à expliquer la matière et le monde, à agir sur eux, et à les transformer. La naissance de la *Big science* après la guerre débloqua des budgets et des investissements colossaux qui par leur massification même la pervertira. La science se doit alors de répondre aux besoins de la société industrielle et par là même déploie, pour ses besoins comme pour les besoins de la société, une machinerie gigantesque, arrogante, et dévastatrice. Dès lors la science se rapproche de plus en plus de l'art de l'ingénieur inventeur ; c'est pourquoi dans les inquiétudes des jeunes thésards revendicateurs et *sauveurs de la recherche* (nous nous référons au document de synthèse déjà mentionné) apparaît cette *nécessité* de voir s'ouvrir *des passerelles* entre leur formation et celle des jeunes ingénieurs et de *valoriser le doctorat auprès des industriels*. Le travail dans les laboratoires s'organise comme dans l'industrie. Les scientifiques se voient constamment sous la pression de l'urgence de financements à trouver pour les thésards, de dossiers à constituer pour des appels d'offre de plus en plus nombreux, de publications scientifiques à faire ou de rapports d'expertise à rédiger[x], de tâches administratives ou de missions d'enseignement à assurer pour certains d'entre-eux, de la concurrence féroce entre chercheurs d'un même laboratoire à supporter, du prochain congrès et des prochaines évaluations à préparer ; ces *évaluations* d'eux-

mêmes, des structures, des projets que réclament à cor et à cri nos *sauveurs de la recherche* (ils demandent aussi à être plus efficacement *gérés* comme *ressources humaines)*. Le scientifique moderne finira tout naturellement par trouver de l'intérêt à ce que jaillissent problèmes, accidents et catastrophes, qu'il se proposera d'expliquer, et, qui sait, de prévenir, puisque cela le rendra indispensable devant le prochain comité d'évaluation. Problèmes, accidents et catastrophes deviendront alors moteur du progrès scientifique. Après quoi notre scientifique moderne et revendicateur conviendra que la mission principale de la recherche serait la production de la connaissance[xi] ; qu'il faudrait tout de même être à l'écoute des préoccupations du public et de la société ; et ma foi que le monde de *la recherche fonctionne avec une échelle de valeurs difficilement conciliable avec les critères marchands*. Le monde de la recherche est soumis depuis déjà longtemps à des impératifs économiques et de rentabilité. Seule une fausse conscience cherchera à voiler cette évidence.

En 2002, Claude Feuerstein, président de l'Université Joseph Fourier, par ailleurs initiateur du projet *Biopolis* qui essuyait alors les feux de la critique, recruta le philosophe Nicolas Aumonier pour *ouvrir [les] formations scientifiques et technologiques sur d'autres disciplines, et en particulier sur l'histoire et la philosophie des sciences*. Ce dernier a créé, alors avec d'autres universitaires de Grenoble, un *Groupe de réflexion interuniversitaire éthique appliquée à la recherche en sciences et technologie*. La réflexion de ce groupe est toutefois plus courte que le nom qu'il s'est choisi ; et son activité semble consister en l'organisation de formations doctorales tels les modules d'éthique appliquée *Responsabilté dans la conduite de la recherche* ou encore *Bioéthique et biotechnologies – Risques et responsabilité*. Il organise les 27 et 28 octobre un colloque « Regards sur les Technosciences » qui se tiendra à la *Maison des Sciences de l'Homme*. Tous ces titres pompeux, toutes ces appellations emphatiques veulent attirer l'attention des universitaires *éclairés* sur le souci *éthique*. Désormais, ceux-ci instruiront leurs étudiants de l'art et de la manière de se conduire et de se soumettre à certains jugement de valeur et de réalité, lorsqu'ils aborderont un travail. Et les promoteurs de machineries innovantes s'en réjouissent. Ils ne voient effectivement pas d'un mauvais œil qu'une prise en considération de ces *problèmes* accompagne leurs projets, puisque cela leur évitera l'affrontement brutal qu'ils ont à endurer face aux « états d'âmes » et aux questions morales qu'ils ne maîtrisent pas ; les OGM ont servi de leçon et de laboratoire dans la gestion de la crise. En réalité, cette *éthique* et cette *critique* d'accompagnement bornent le domaine de ce que la société peut consentir à accepter. Les pouvoirs publics pourront ensuite, par étapes successives, réaliser l'objectif que la société rejetait à l'origine : l'exemple de l'extension du fichier ADN est révélateur d'un tel procédé. Cette *critique* et cette *éthique* menées par l'entreprise ou le laboratoire, comme celles conduites par certaines associations citoyennes, écologistes ou scientifiques, toujours prêtes à négocier la réglementation en vigueur ou son amélioration, ne contribuent, en fin de compte, qu'à rendre présentable et tolérable une situation de moins en moins maîtrisable.

L'analyse que faisait Anders en 1956, dans son livre *L'Obsolescence de l'homme*, selon laquelle « l'entreprise est le lieu où l'on crée le type de l'homme "instrumentalisé et privé de conscience morale" » reste cruellement d'actualité. Quelles places peuvent alors prendre une critique et une éthique institutionnalisées au sein de l'entreprise ? Cela paraît être une bonne façon de réduire toutes consciences critiques et morales en un ensemble de lois, de codes, de procédures et de conduites que la société devra supporter tout en s'affranchissant un peu plus, si ce n'est totalement, de son humanité.

À vouloir discuter seulement du seuil de tolérance nous perdons l'espoir de jours meilleurs. L'intelligence est de retirer le mal et bien sûr d'abolir les conditions qui rendent possibles ce *cancer*. Nous ne pouvons rien attendre d'un monde qui ne peut satisfaire que l'économie triomphante, ses gestionnaires de l'État et de l'industrie.

Henri Mora, le 10 octobre 2004

[i] Un des exemples les plus récents étant le nucléariste François Lurçat. Selon lui, « les premiers responsables de l'apparition de l'arme nucléaire sont […] les dirigeants et les peuples qui ont favorisé ou toléré l'accession du nazisme au pouvoir ». (*De la science à l'ignorance*, 2003, Rocher.)

[ii] *Avoir détruit Hiroshima – Correspondance de Claude Eatherly le pilote d'Hiroshima, avec Günther Anders*, 1962, Robert Laffont.

[iii] Richard Feynman, *Vous voulez rire, monsieur Feynman !*, 2000, Odile Jacob. Prix Nobel en 1965, mort en 1988, Richard Feynman fut le physicien le plus brillant de sa génération. Quant à von Neumann, partisant convaincu de l'utilisation de la bombe atomique, il fut ensuite un des protagonistes du programme d'armement nucléaire des États-Unis.

[iv] George Orwell, *Essais - articles, lettres*, volume IV (1945-1950), 2001, Ivrea/Encyclopédie des Nuisances.

[v] Le rapport et la pétition sont disponibles sur le site Internet *Leo Szilard Online*. Szilard dira plus tard, dans une interview publiée dans le *U.S. News & World Report* du 15 août 1960 : « Nous aurions pu communiquer avec le Japon par les canaux diplomatiques habituels – disons par la Suisse – et expliquer aux Japonais que nous ne voulions tuer quiconque, et que nous proposions donc qu'une ville – disons Hiroshima – soit évacuée. Alors un seul bombardier viendrait et lâcherait une seule bombe. » Nous traduisons d'après la version électronique.

[vi] Propos tenus lors du colloque sur l'Histoire du CNRS des 23 et 24 octobre 1989 par Jacques Lautman, directeur scientifique du département SHS du CNRS.
(http://picardp1.ivry.cnrs.fr/~jfpicard/politique_2.html.)



[vii] La loi du 10 mars 1941 confirme la nouvelle mission du CNRS qui devra, dès lors, unifier recherches fondamentale et appliquée, jusque-là séparées (CNRS et CNRSA). Son nouveau directeur, Charles Jacob, dévoile ses intentions : « Le CNRS doit contribuer à rapprocher la science de la production. » Nous pouvons compter parmi les autres institutions et projets scientifiques créés par le gouvernement de Vichy : l'Office national des statistiques (ancêtre de l'INSEE), l'Institut national de l'hygiène (ancêtre de l'INSERM) et la Fondation française pour l'étude des problèmes humains confiée à l'eugéniste Alexis Carrel. (Cf. Nicolas Chevassus-au-Louis, *Savants sous l'occupation – Enquête sur la vie scientifique française entre 1940 et 1944*, 2004, Seuil.)

[viii] Des expérimentations d'armes chimiques auront lieu sur la base de *B2-Namous* dans le nord du Sahara algérien, de 1972 à 1978. Mais cette fois, dans les tractations, le pouvoir algérien obtint que des techniciens algériens participent à ces essais, mais aussi que plusieurs spécialistes de l'armée algérienne soient formés à la guerre chimique, à l'École militaire des Armes spéciales de Grenoble. (Cf. *Le Nouvel Observateur*, 23 octobre 1997.)

[ix] Jusque là, « personne n'a jamais songé à déposer un brevet sur les procédés d'hybridation, de greffe, de bouturage et même sur la technique de propagation *in vitro* des végétaux ». (Gérard Nissim Amzallag, *La Raison malmenée - De l'origine des idées reçues en biologie moderne*, 2002, CNRS.) Avec les nanotechnologies et les nanosciences, nous voyons déjà déposer des brevets sur la matière pour laquelle on ne fait pas, à échelle nanométrique, de distinction entre le vivant et l'inerte.

[x] L'expertise n'est qu'une sombre comédie dans laquelle le falsificateur tient le rôle des pouvoirs publics, le menteur celui de l'expert ; le rôle des simples citoyens étant interprété par l'ignorant.

xi En général, cette connaissance se résume à décrire mathématiquement certaines situations, en simplifiant ces situations. (Cf. Olivier Rey, *Itinéraire de l'égarement - Du rôle de la science dans l'absurdité contemporaine*, 2003, Seuil.) Elle consiste, dans quelques domaines comme la biologie moléculaire ou les nanobiotechnologies, à réduire la vie à de simples phénomènes physico-chimiques. La science née des *Lumières* promettait d'offrir à la connaissance et à la raison ses lettres de noblesse : un langage universel délivré de toutes ambiguïtés afin de comprendre le monde de manière totalement objective. Elle permettra surtout à la bourgeoisie d'asseoir son autorité et de détruire l'ordre ancien : l'obscurantisme et l'aristocratie. La société industrielle, que cette bourgeoisie progressiste s'est appliquée à mettre sur pied, développera une science qui élaborera, à partir du début du XXe siècle et surtout après la seconde guerre mondiale, une connaissance globalement utilitariste.

Des crédits, pour quoi faire ?

Le mouvement « sauvons la recherche » s'est constitué en réaction au projet gouvernemental de restriction budgétaire. Cette mobilisation, à très haute visibilité médiatique, véhicule un discours scientiste que nous devons réfuter d'urgence.

L'argumentation de la pétition « sauvons la recherche » soutient que la baisse des crédits alloués à la recherche pénalise la compétitivité de la France, qui s'expose de cette façon au risque d'une « fuite des cerveaux » – anomalie anatomique pour le moins préoccupante. La coupe budgétaire serait également défavorable au « rayonnement culturel de la France » ; enfin, la science ne doit en aucun cas être limitée à sa rentabilité économique car elle est utile à la société. Sans recherche, nous apprend-on, pas de téléphonie mobile. Pas de cristaux liquides.

Dénonçons dès à présent le cynisme de cette conception utilitariste de la science, qui cherche à impliquer, sinon émouvoir, la masse des contribuables non-spécialistes. La conception – du reste erronée – d'une science neutre, motivée par la saine curiosité intellectuelle et la passion de la découverte, a dorénavant cédé le pas à une argumentation qui, malgré son cynisme, a le mérite de révéler le vrai visage de la science moderne, liée par des liens organiques à la société industrielle qu'elle alimente en *progrès* (dans un premier temps militaires, mais néanmoins aisément *gadgétifiables*). Nous dénonçons donc la recherche actuelle car ses objectifs, ses contenus, ses outils, la manière dont sont sélectionnés les chercheurs ne font que répondre point par point aux besoins de la société industrielle.

Les applications industrielles de la recherche scientifique ont permis un développement considérable des forces productives ainsi que la rationalisation de la société. Dans le même temps, les désastres écologiques et la décomposition sociale, qui en sont les conséquences inévitables, génèrent une demande sociale de protection de l'environnement, de gestion des risques, de thérapies pour maladies nouvelles et de psychotropes destinés à soulager les souffrances de l'humanité face à sa déshumanisation organisée. De la dextre, la recherche fournit bienveillamment les palliatifs dérisoires au désastre qu'elle orchestre de la senestre. Il est donc juste de dire, à l'instar de ses défenseurs, que la recherche scientifique n'est pas seulement utile du strict point de vue de la croissance économique et qu'elle n'est pas réductible à un investissement rentable. Elle est la clé de voûte et la justification centrale d'une société qui ne peut plus se fonder que sur l'illusion d'une amélioration constante des conditions de vie. Tant que l'espérance de vie (médicalement assistée) augmente, qui donc oserait protester ?

C'est pour cette raison que nous condamnons la recherche. Pour sa contribution au *progrès* et pour toutes les découvertes qui font désormais partie de notre vie quotidienne : centrales nucléaires et téléphones portables, industrie agroalimentaire, pesticides, voitures,

TGV, tapis roulants, silicone…

Les découvertes scientifiques sont essentielles tant à la création technique de produits, souvent nuisibles, dont l'utilité sociale n'a jamais été mise en question (et encore moins décidée démocratiquement) qu'à la satisfaction de nouveaux besoins que cette production fait naître. Le tout a lieu dans une surenchère technologique où l'humanité est à tous les coups perdante – parce qu'elle est devenue l'ennemi. Quand elle est dépourvue d'applications pratiques, la recherche sert, via une présence médiatique, à rehausser le blason des chercheurs.

Découverte spatiale et préhistoire représentent, au même titre que les maladies orphelines, les chevaux de Troie par lesquels la société industrielle extorque littéralement l'adhésion des individus à la nécessité de la recherche.

Il est plus qu'urgent, aujourd'hui, de démystifier la recherche. « L'image du scientifique prenant un plaisir fou à son activité quotidienne en quête de la vérité est stupide » (Roger Belbéoch). En pratique, l'activité du chercheur est ultra-spécialisée ; elle consiste, dans une large part, à piller les résultats de ses confrères (et de ses thésards, s'il en dirige), à chercher des crédits, à produire du résultats et de la publication. Tout ceci relève davantage de l'absurdité bureaucratique que de la passion pour le bien-être de l'humanité.

Dans ce contexte, le mouvement de défense actuel est coupable d'opacifier les tenants et les aboutissants de la recherche, de son rôle dans une société qu'elle a contribué à rendre si *moderne*. La recherche scientifique a aujourd'hui le cynisme de se présenter comme une espèce en voie d'extinction aux côtés de celles qu'elle a activement contribué à faire disparaître.

Les êtres humains sont en réalité confrontés à un phénomène de dépossession très avancé en ce qui concerne connaissances empiriques et savoirs-faire pratiques, ainsi qu'à une dégénérescence physique prononcée (obésité, maladies cardio-vasculaires, cancers) et à la mise en place d'un environnement pathogène durable (radioactivité, pollution de l'eau, etc.)

Face à cette situation dont ils sont *coupables car responsables*, les scientifiques jouent aux Eichmann et profèrent des énormités.

En synthèse, nous affirmons :

– que la seule manière dont le progrès scientifique peut régler les problèmes existants est d'en créer de nouveaux, dans une fuite en avant constante

– qu'aucun problème social ne pourra être résolu techniquement, mais qu'il requiert au contraire la libre discussion, entre êtres humains, de leurs besoins et des moyens de les satisfaire collectivement

– que les chercheurs sont tout sauf neutres, que leurs actes ont des conséquences considérables sur l'environnement social et naturel et que nous sommes en droit d'en évaluer le bénéfice éventuel

– qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre les financements public et privé ; seul compte l'objectif du projet de recherche

– que la recherche fondamentale et la recherche appliquée ont une part égale de responsabilité, car elles remplissent des fonctions également utiles

Aux chercheurs et aux universitaires qui ne désirent produire ni application industrielle, ni contrôle social, ni justification idéologique à l'ordre des choses, ils nous faut demander s'ils pensent en toute bonne foi partager les mêmes intérêts que les nucléaristes et autres généticiens et s'ils pensent bénéficier des conditions de travail nécessaires à la production d'un savoir indépendant. Si cela n'était pas le cas, nous les incitons à déserter le plus vite l'université ou le CNRS, en dehors desquels ils pourront espérer penser librement.

Nous appelons tous les chercheurs en sciences sociales, sciences dures et sciences humaines qui partagent ces points de vue à combattre les comités « sauvons la recherche » et unir leurs forces dans un *comité de promotion du sabotage et de répression du scientisme* ayant pour charge de :

– dénoncer la responsabilité de la recherche scientifique dans la dévastation du monde

– dénoncer les sciences sociales, productrices d'idéologie (économie), et de contrôle social (sociologie)

– combattre le scientisme, le progressisme et l'étatisme jusqu'à leur discrédit total

dans l'espoir de fonder une connaissance libre et émancipatrice, totalement impossible à l'intérieur d'une organisation sociale sans autre fin que la surenchère technologique

Comité de libération des intellectuels non gouvernementaux

Contact : C.L.I.N.G.
13, rue Léon Giraud
75019 Paris



Notes sur l'ancrage social de la technoscience autonomisée

1

Sur le désastre en cours. Il est presque inutile de revenir sur le désastre qu'engendre, au jour le jour, le développement autonomisé de la technoscience. Tout le monde le *voit*. Il n'est plus question de « prise de conscience ». Car on nous dresse désormais à *vivre avec* le désastre. A boire abondamment pendant l'été pour ne pas succomber aux vagues de chaleur. A choisir une viande d'origine française pour ne pas mourir de la maladie des vaches carnivores. A mettre des masques pour éviter la pollution de l'air. A bien contrôler, grâce aux *éthiquettes*, que nous n'allons pas nous empoisonner avec des semences modifiées. Il faudrait que, désormais, nous fassions preuve de *responsabilité citoyenne* à l'intérieur du désastre afin de ne pas succomber. « Prépare-toi, soldat-citoyen, à une nouvelle *guerre*, car l'Environnement ravagé menace aujourd'hui de se venger : prend des mesures pour t'en protéger. *Mute ou meurs* — comme les autres. » Et vive la nouvelle culture ! Vive la « culture du risque » !

2

Sur la « culture du risque » et l'écologie citoyenno-catastrophiste. On nous prépare à la Catastrophe. D'un côté, les pilules d'iode et les petits conseils ; de l'autre, la prédiction de l'Apocalypse écologique. On souhaite retirer quelques avantages de la crainte de la Nature technicisée. Le Spectacle étend son emprise par l'enfermement, la séparation, le nihilisme, l'angoisse que cette peur engendre et justifie. « Avec la Nature technicisée, l'ennemi est partout : dans l'air, dans l'eau, dans la nourriture ; continuons, mais prenons garde… ». Tandis que ces logiques d'adaptation à *ce* monde se maintiennent, certains cherchent à faire valoir la construction technocratique d'un équilibre de la société avec la Nature, pour parer à la *fin du monde*. « Les citoyens ne devraient-ils pas se ressaisir face à la destruction en cours de l'environnement ? ». Il est facile de s'imaginer que ceux-ci, qui connaissent *si bien* la Terre sacrée qu'ils veulent protéger, détiennent aussi les règles *scientifiques* qui permettront de vivre en accord avec elle. A quand ce merveilleux pouvoir bureaucratique délicieusement écologiste qui saura enfin construire une société sur les bases solides de la connaissance de l'écosystème ? La peur est toujours utilisée de manière *nuisible*.

3

Sur les impasses et les dangers d'une focalisation obsessionnelle sur la technoscience et ses méfaits. Depuis qu'a surgi le constat douloureux d'un développement scientifique sur lequel l'humanité n'aurait plus de maîtrise, nous sommes nombreux à en avoir fait notre nouveau

punching-ball. Il y a effectivement de quoi. Ces chercheurs naïfs qui réalisent tout simplement ce qui est faisable et rentable tout en faisant valoir la beauté de leur cause pure méritent bien des baffes. Les dégâts de leur *eichmannisme* à la petite semaine sont légions. Mais gardons-nous de trop rentrer dans leur jeu. Dénoncer les défauts de leurs méthodes, les mensonges de leurs résultats nous fait devenir des technoscientistes à notre tour (avec nos experts en biotech, en nucléaire, etc.), prêts à dire qu'*une autre technoscience est possible* — avec des chercheurs antimilitaristes et des Conseils de la Morale Scientifique plus rigoureux que les comités d'éthique. Dans cette critique *de détail* (qui peut s'expliquer par un légitime souci de vérité et de ciblage de l'ennemi), nous perdons le recul d'une critique *politique* qui souhaite avant tout exprimer un refus du monde qui *va avec* une technoscience impossible à réformer. *Lève la tête du guidon, tu verras le paysage !*

4

Sur le monde dans lequel s'autonomise la technoscience. L'évolution débridée de la technoscience n'est que le *symptôme* d'un projet plus global que s'est donné la modernité occidentale, celui d'un contrôle « rationnel » de l'environnement et de la vie sociale. Comment ne pas relier un capitalisme qui ne cesse de se dire « rationnel », de concevoir les individus comme rationnels et une science qui dit offrir prévisions et contrôles ? C'est un *monde* qui est entièrement tourné vers une volonté de contrôle absolu : quand la bureaucratie étatique gère la population-cheptel comme de la force de travail, des calories, un corps à soigner et à discipliner ; quand les citoyens *demandent* des flics, de la sécurité, de la santé, une vie calme ; quand tout semble s'orienter vers un état dans lequel *rien n'arrive qui ne soit prévu.* Il s'agit de comprendre que la technoscience, dans son mode de développement absurde, dans sa capacité de destruction, dans ses agents inconscients, dans sa forme d'organisation bureaucratique est *tout à fait* de ce monde. En faire un bouc-émissaire, c'est manquer le fait qu'elle est le produit de *cette* société, que c'est à celle-ci qu'il s'agit, en tout premier lieu, de nuire.

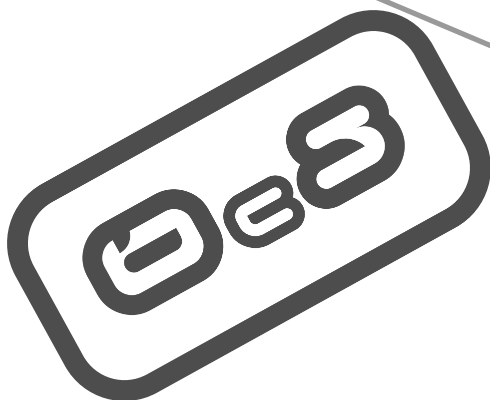
5

Sur des stratégies à mettre en oeuvre. Que ce soit une cible de second rang n'implique pas, cependant, qu'on la laisse de côté. La technoscience ne cesse d'*armer* le Pouvoir — sous ses multiples déclinaisons — par ses trouvailles cybernétiques, ses gadgets nanotechnnologiques et de contribuer à accentuer notre dépendance à des appareils technobureaucratiques divers, des laboratoires de semences biotech aux centrales nucléaires. La volonté de contrôle s'instrumente de plus en plus dans des technologies matérielles, contribuant aussi à un durcissement généralisé de son emprise. Sous ces aspects, il nous appartient de nous en prendre à la technoscience pour ne pas se laisser *enfermer.* Mais il pourrait également s'avérer judicieux, pour *nous*, de nous lancer dans la construction d'une science autonome qui soit *ipso facto* sortie de la nécessité de recourir au savoir de la technoscience dominante et science *pour* les contre-mondes que nous élaborons.

Une autre fraction de conScience du CUL

Objecteurs de conScience :

n.m. & n.f. groupe informel de tribus et de personnes susceptibles de se retrouver dans la sensation de vécu suivante : “ Le courage ? Je ne sais rien du courage. Il est à peine nécessaire à mon action. La consolation ? Je n’en ai pas encore eu besoin. L’espoir ? Je ne peux vous répondre qu’une chose : par principe, connais pas. Mon principe est : s’il existe la moindre chance, aussi infime soit-elle, de pouvoir contribuer à quelque chose en intervenant dans cette situation dans laquelle nous nous sommes mis, alors il faut le faire. ”



Brochure réalisée à Paris en Octobre 2004

Photo de couverture : Charles-Ulysse Latour
(Agence des Savoirs Séditieux)
Légende : « ***La recherche, c’est de la bombe !*** »